ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1425 - 27 octobre 1995 - prix : 9 F

Gouvernement et patronat attaquent fonctionnaires, salariés du privé, chômeurs...

C'EST TOUS ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS LES FAIRE RECULER !

Ouest France

M 6189 - 1425 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

Société, scandales

4 – Les concubins taxés...
– ... et les députés exonérés
– La Générale des Eaux et la spéculation immobilière

5 – A propos de l'appel des syndicats et du PCF contre les attentats

6 – Le « trou de la Sécu », prétexte à dépouiller les assurés

10 – Lycée C. Pelletan de Talence : locaux vétustes

14 – Lycée Utrillo de Stains : échec au licenciement
– Lycée Edison d'Echirolles : maître-auxiliaire «remercié»
– 20 octobre : les travailleurs sociaux dans la rue

Dans le monde

8 – Russie : à la veille des législatives

9 – Le cinquantenaire de l'ONU

10 – Chirac-Zeroual : la responsabilité de l'impérialisme français en Algérie

16 – Les mers, poubelles des déchets nucléaires

Dans les entreprises

7 – SNCF : un «contrat de plan» contre cheminots et usagers

11 – Chausson-Creil : grève et manifestation

12 – Fonderies de l'Authion (Angers) : succès de la grève
– Les nettoyeurs du TGV à Châtillon continuent la grève

13 – Lever Haubourdin : dix jours de grève
– OCP : restructuration aux dépens des travailleurs

Nos lecteurs écrivent

5 – Discriminations contre les immigrés

6 – Exploitation du personnel dans un centre pour handicapés

12 – Faites les vendanges !

Lire

15 – *Les Javanais*, de Jean Malaquais

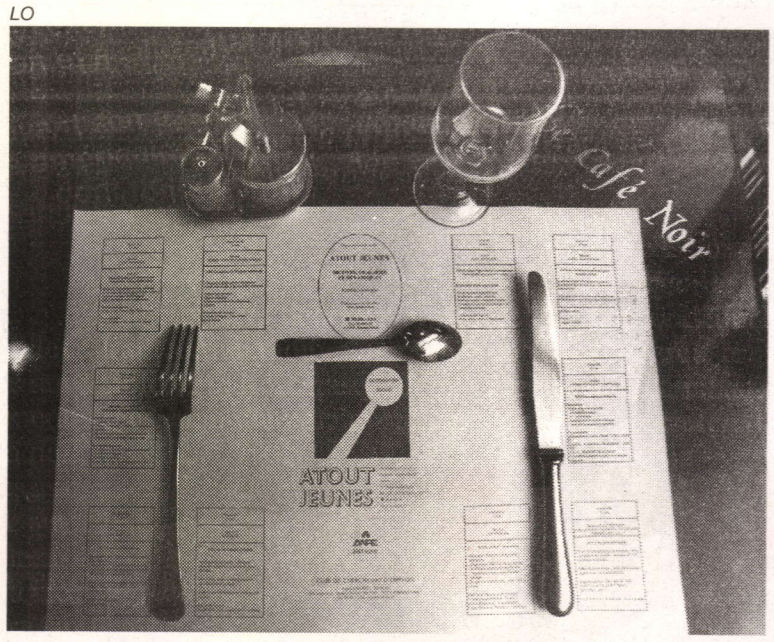
UN BILAN DE FAILLITE

Un jeune de moins de 25 ans sur deux était au chômage en 1994 contre un sur trois en 1991. C'est une étude du CEREQ (Centre de Recherche sur les Qualifications) qui nous en informe en précisant :

« *C'est la catégorie des ouvriers, qualifiés ou non qualifiés, qui connaît la situation la plus dévaforable au regard de l'emploi.* »

Cette société, où le niveau de vie régresse pour la population ouvrière et qui n'offre aux jeunes que le chômage pour avenir, est insupportable. Le capitalisme a fait faillite, il faut le balayer avant qu'il nous entraîne.

LO



Les CV de dix jeunes chercheurs d'emploi figurent sur les sets de table de plusieurs restaurants de Rennes. De quoi couper l'appétit !

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
aura pour thème
LA CAUSE DES FEMMES : PROGRÈS ET RECULS
Vendredi 10 novembre
à 20 h 30
Salle de la Mutualité,
24 rue Saint-Victor – 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

FÊTE de Lutte Ouvrière à DIJON

Samedi 4 novembre
à partir de 19 h
et Dimanche 5 novembre
à partir de 12 h
Salle Mendès-France, Quetigny

MIEUX VAUT ÊTRE ENFANT DE PATRON

Héritiers d'une entreprise, vous pouvez vous réjouir : le gouvernement vient de faire voter une loi qui permet de faire un abattement de 50 % sur le montant imposable de cet héritage. Un cadeau qui ne se refuse pas quand on est un enfant de patron.

On ne peut bien entendu pas faire plaisir à tout le monde. Alors si la TVA – et les prix à la suite – ont augmenté, si l'essence est plus chère et va encore grimper en janvier prochain, etc., consolez-vous, ce n'est pas pour rien.

L'ARGENT DU BEURRE

Péchiney vient de vendre l'entreprise Howmet pour plus de cinq milliards de francs. Les patrons se vantent d'avoir ainsi diminué l'endettement de Péchiney et ils prévoient déjà pour l'année 1995 un profit net d'un milliard de francs.

C'est avec l'argent de l'État que Péchiney a été durant les années 1980 puissamment recapitalisée. Les contribuables ont été les vaches à lait. Et maintenant, ce sont les capitalistes qui vont en faire leur beurre.

Soutenez Lutte Ouvrière !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : «Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière» et à envoyer à :

Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 Paris cedex 18

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 16 200 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Gouvernement et patronat attaquent fonctionnaires, salariés du privé, retraités, chômeurs

C'EST TOUS ENSEMBLE QUE NOUS POUVONS LES FAIRE RECULER

Il paraît que, à peine six mois après son élection, Chirac aurait besoin de « remettre en perspective » son action et de mieux l'expliquer, afin de répondre aux critiques qui pleuvent sur le gouvernement Juppé.

Celles-ci viennent notamment de sa propre majorité, dont les députés se sont livrés à de savants exercices d'amendements dans le vote du budget. Mais on nous dit aussi qu'elles viendraient des rangs du patronat, qui serait morose parce que les baisses de charges qu'il attend ne viendraient pas assez vite. Les « marchés », comme on dit aujourd'hui pour éviter de dire les grands capitalistes, seraient inquiets, détourneraient leurs avoirs de la Bourse de Paris et spéculeraient contre le franc parce que ce gouvernement ne s'attaquerait pas avec assez de vigueur aux déficits sociaux.

Tous ces gens-là disposent de moyens bien à eux pour exercer leur influence et pour peser sur le gouvernement. Celui-ci utilise les caisses de l'État pour subventionner le profit patronal à coups de dizaines de milliards de francs. Mais, lorsqu'il se révèle que le budget en est rendu déficitaire, il désigne comme accusés la Sécurité sociale et ses assurés qui dépenseraient trop, le budget de services publics comme la SNCF, les fonctionnaires qui seraient des « privilégiés », voire les RMIstes ou les chômeurs qui abuseraient...

Les prochains objectifs sont ainsi désignés : après les salaires bloqués des fonctionnaires, ce seront les budgets des services publics, les remboursements de la Sécurité sociale, les retraites ou les indemnités de chômage dans lesquels on cherchera à tailler. Ce sera l'ensemble des salariés, des chômeurs ou des retraités sur lesquels on augmentera les prélèvements, que ce soit par le biais de la CSG, des impôts directs ou de la TVA.

Le gouvernement annonce ainsi une semaine l'augmentation du forfait hospitalier, la suivante la réduction de la dotation de l'État à la SNCF, réserve pour un peu plus tard de nouvelles mesures censées réduire le « trou » de la Sécurité sociale, pendant qu'il étudie quelles entreprises d'État il lui reste à privatiser pour se procurer de l'argent.

Cela peut donner l'impression d'une agitation désordonnée, car il court d'un expédient à l'autre, en faisant d'ailleurs à chaque fois une économie dérisoire face au gouffre que constituent les multiples aides au grand patronat ; les seules dépenses auxquelles justement il n'est pas question pour lui de toucher. Alors, Juppé et Chirac éprouvent peut-être le besoin de « remettre en perspective » leur action. Mais c'est uniquement pour rassurer le patronat sur leur capacité, après ces mesures anti-ouvrières, à en adopter d'autres. Et face aux travailleurs, la perspective dans laquelle gouvernement et patrons se placent est on ne peut plus claire. A chaque fois il peut sembler qu'il s'agit d'une mesure particulière concernant la Sécurité sociale, ou les fonds de retraite ou de chômage, ou tel ou tel budget, ou telle ou telle catégorie de travailleurs. Mais en réalité c'est encore et toujours dans la même direction qu'ils envisagent de frapper. Salariés du public ou du privé, usagers des services publics ou assurés sociaux, retraités ou chômeurs, c'est toujours aux conditions de vie, aux revenus directs ou indirects de la classe ouvrière et de la fraction la plus pauvre de la population que l'on s'en prend. Ce sont des travailleurs dont on diminue le revenu ou d'autres que l'on jette dans la mendicité, des régions dont on accélère la désertification, des villes ou des cités qu'on laisse à l'abandon, tout cela simplement pour permettre à des riches de devenir plus riches et pour verser ensuite des pleurs hypocrites sur la « fracture sociale » qui s'approfondit et faire semblant de s'interroger sur les moyens de la réduire !

En fait il n'y a qu'un seul moyen pour arrêter cela, c'est que les travailleurs eux aussi se fassent entendre avec les moyens qui sont les leurs, et qu'ils le fassent tous ensemble.

Car l'offensive gouvernementale ne concerne pas les seuls fonctionnaires ou les seuls cheminots par exemple, qui viennent d'être appelés à faire grève seuls quinze jours après la grève du 10 octobre qui était générale pour les employés de l'État. Elle concerne l'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est la force, la colère de l'ensemble des travailleurs qu'il faut montrer pour arrêter cette offensive, sans s'arrêter aux limites de telle ou telle corporation, ou aux limites mises à la protestation par les calculs des confédérations syndicales.

Puisque gouvernement et patronat se comportent comme s'ils cherchaient l'explosion sociale, eh bien il faut qu'ils l'aient ! Mais il faut qu'elle soit bien plus forte, bien plus incontrôlée qu'ils ne peuvent l'imaginer, afin de leur rappeler pour longtemps que la classe ouvrière est une force qu'on ne provoque pas impunément.

QUAND LES DÉPUTÉS TAILLENT DANS LE BUDGET, C'EST PAR LES DEUX BOUTS

Pour la première fois, des députés ont discuté, polémiqué, bataillé dur... mais c'était pour aller dans le sens des économies budgétaires prônées par le gouvernement. Balladuriens et chiraquiens ont ainsi fait assaut de civisme pour rogner encore le budget, ils sont parvenus à 3 milliards d'économies!!!

Et que je te prends sur les carburants, sur le déplafonnement de la taxe d'habitation, sur les «privilèges» des concubins, sur les surloyers HLM, et que je te tranche dans le lard des prétendus privilégiés. Bref, l'assemblée des godillots, et de leurs cousins, ont fait preuve d'un remarquable sens de l'économie. Dommage qu'ils n'aient pas persisté en ce qui concerne leur propre rétribution. Car pendant ce temps-là, les députés se sont voté une augmentation pour eux-mêmes...

C'est tellement grossier que l'on se demande ce qu'ils cherchent. Les uns veulent peut-être entrer en grâce, les autres montrer qu'ils sont des fidèles parmi les fidèles. Au total, ils sont plutôt en train de préparer l'explosion sociale qui les fera tous rentrer dans leurs trous de rats.

Députés CHARITÉ BIEN ORDONNÉE COMMENCE PAR SOI-MÊME

Les députés sont ces jours-ci fort chatouilleux sur l'égalité devant le fisc. Ils viennent de le montrer pour les concubins. Ils avaient aussi dans le collimateur la soixantaine de professions particulières qui bénéficient de déductions pouvant grimper jusqu'à 40 %, et qui vont des mannequins aux fabricants de pipes, en passant par les journalistes. Pour ceux-là, c'est partie remise.

Rien de plus louable que l'égalité devant l'impôt. Il n'y aurait rien à redire si la situation des députés ne semblait pas placée sous le signe du privilège plutôt que de l'équité.

En effet, les députés disposent de plusieurs rémunérations : une indemnité parlementaire (environ 32 000 F mensuels), de fonction (8 000 F) et de résidence (variable). Il s'y ajoute une indemnité dite «*d'aide dactylographique*» dont le montant (34 180 F), considérablement augmenté depuis deux ans, est supérieur à leur indemnité parlementaire. Enfin une possibilité de crédit leur est ouverte s'ils souhaitent rémunérer des collaborateurs (jusqu'à 40 203 F par mois).

Les députés disposent ainsi, à côté d'une indemnité parlementaire imposable – depuis peu – de 32 000 F, de 42 000 F de ressources supplémentaires (l'indemnité de fonction + l'aide dactylographique) qui ne le sont pas, et qui échappent au contrôle du fisc, même si dans certains cas cet argent n'échappe pas à celui des partis auxquels ces députés appartiennent.

Et bien entendu, aucun de ces vertueux défenseurs de l'égalité fiscale ne tonne contre ce privilège-là. On n'est pas vraiment étonné.

J. F.

Impôt

LES CONCUBINS TAXÉS

Jusqu'à présent le fisc ne reconnaissait pas les concubins, assimilés à des célibataires. Le gouvernement, avec l'aval des députés, vient de les tirer de ce néant pour les assimiler aux couples mariés : «*À compter du 1er janvier 1996, les couples vivant en concubinage sont assimilés, en matière fiscale, à des couples mariés*».

Cette reconnaissance fiscale n'est pas désintéressée. Désormais, les concubins se voient supprimer la demi-part supplémentaire dont ils pouvaient jusqu'alors bénéficier quand ils avaient des enfants. Seuls pourront continuer à en bénéficier ceux qui pourront prouver au fisc qu'ils élèvent seuls un ou plusieurs enfants.

Évidemment, il y avait une différence de traitement entre les couples mariés et les concubins. Un couple de concubins ayant deux enfants et prenant chacun un enfant à sa charge disposait de quatre parts, contre trois parts aux couples mariés. Résultat : en 1993, un couple ayant deux enfants et un revenu annuel de 200 000 F payait 23 435 F d'impôts s'il était marié et 14 580 F s'il vivait en concubinage.

Le gouvernement se vante d'avoir ainsi supprimé une inégalité, voire une injustice. Mais il a beau se targuer d'aimer la famille, il n'est pas venu à l'idée du ministre des Finances, trop heureux de pouvoir ainsi récupérer environ 1,3 milliard de francs, qu'il aurait pu aligner l'impôt payé par un couple marié sur celui payé par les concubins, et non le contraire, qui revient à taxer de près de 10 000 F supplémentaires, dans cet exemple, des couples aux revenus modestes.

J. F.

Shipman/Spooner/Gamma

Mariez-vous, mariez-vous pas, le fisc vous rattrapera.

LA GÉNÉRALE DES EAUX MOUILLÉE JUSQU'AU COU

La crise de l'immobilier n'en finit pas de lever des coins du voile sur les pratiques spéculatives d'un grand nombre de groupes financiers français. Ces jours-ci, c'est la Compagnie Générale des Eaux qui s'est retrouvée sur la sellette en annonçant que les pertes du groupe dans ce secteur atteindraient 6 à 7 milliards de francs en 1995.

Il est vrai qu'à la fin des années 1980, le marché immobilier faisant l'objet d'une spéculation effrénée, la CGE ne voulut pas être en reste. Elle multiplia les «coups» et les sociétés intervenant sur ce marché, au point de compter actuellement près de 530 sociétés immobilières dans sa nébuleuse, dont la Compagnie Immobilière Phénix, la Seeri et la Sari, principal aménageur de La Défense où elle possède la bagatelle de 600 000 m² de bureaux. Comme le reconnaît aujourd'hui son directeur général, ce secteur fonctionnait «*à chéquier ouvert*», jusqu'au jour où le vent a tourné, laissant le groupe avec 25 milliards engagés dans des opérations et surtout des stocks gigantesques d'invendus dans le domaine de l'habitat comme dans celui des bureaux, en région parisienne comme sur la Côte-d'Azur ou en Allemagne.

Le drame dans cette histoire, c'est que si les actionnaires et les dirigeants de la CGE ont largement profité de la spéculation immobilière, ce sont surtout les salariés du groupe qui risquent aujourd'hui de se voir présenter la facture, sous forme de licenciements et de diminutions de salaire.

À propos des attentats :

LA SOLIDARITÉ DES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET DES DIRIGEANTS DU PCF... AVEC LE GOUVERNEMENT

Quatre syndicats, la CGT, la CFDT, la FEN et la FSU ont appelé, le mardi 24 octobre, à «*des rassemblements symboliques sur les lieux de travail*» pour dire «*non au terrorisme*». Des rassemblements qui semblent être restés, en effet, très symboliques.

Sans doute sur cette question, qui touche et concerne les travailleurs et la population laborieuse, ceux-ci auraient leur mot à dire. Ils n'ont pas à laisser le monopole des initiatives et des explications au gouvernement et aux médias.

Hélas, l'appel des syndicats était fait de telle façon qu'il apparaissait, non pas comme un moyen pour les travailleurs de s'exprimer sur leur terrain, et à leur façon, mais au contraire comme un soutien à la politique du gouvernement, pire même, comme un encouragement à la continuer et à l'amplifier.

Certes il y est précisé que «*les nécessaires mesures de vigilance* (allusion évidente au plan Vigipirate) *ne doivent pas conduire à faire l'amalgame entre terrorisme et immigration, à renforcer les comportements xénophobes ou à mettre en cause les libertés fondamentales.*» Mais que dit d'autre le gouvernement? Et que fait sa police, sinon de fait cet «amalgame» que les directions syndicales présentent hypocritement comme un risque futur, alors qu'il fait partie de la réalité quotidienne pour tous ceux qui sont ou ont l'allure d'immigrés maghrébins ou africains?

L'appel commun souligne que «*le gouvernement mais aussi les médias ont une responsabilité particulière*», façon de dire que c'est à eux que revient la responsabilité de mener une politique antiterroriste conséquente... A condition que, précisent-ils, autre hypocrisie, il n'y ait pas de dérapage. Comme si la politique du gouvernement pouvait avoir d'autre résultat que d'isoler la population immigrée du reste de la population laborieuse!

Le PCF et *L'Humanité* ont, durant les jours qui ont précédé le 24 octobre, préconisé cette même union sacrée que préconise l'appel intersyndical. Mais ils l'ont fait encore plus nettement, évoquant presque à chaque ligne l'intérêt de la France. «*Les terroristes ne dicteront pas à la France sa politique*» titre à la Une le quotidien du PCF le 18 octobre. Le lendemain, toujours à la Une de *L'Humanité*, les puissances étrangères sont pointées du doigt. «*Ces capitales occidentales qui hébergent les terroristes*». Sont accusées, Bonn bien sûr, mais aussi Londres et Washington... Robert Hue demande même à Jacques Chirac «*d'appeler à plus de solidarité les dirigeants des pays partenaires de la France – notamment dans l'Union européenne – qui n'hésitent pas à abriter des chefs de mouvements intégristes ni à leur ouvrir l'accès à la télévision*» et suggère «*afin d'associer le plus grand nombre de salariés et de citoyens* (....) *dans le cadre d'une riposte populaire indispensable... une fermeture symbolique de tous les établissements publics, de toutes les mairies du pays*».

l'Humanité

A l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de la FSU

Aujourd'hui riposte syndicale au terrorisme

Les quatre organisations ont invité les salariés à se rassembler sur les lieux de travail pour condamner les actes de violence auxquels se livrent les groupes terroristes du FIS et du GIA, dont les commandos frappent en France et en Algérie.

Et pourtant, face au terrorisme, face au climat qu'il fait régner en France, auquel la politique du gouvernement français n'est pas pour rien, les travailleurs pourraient dire leur mot, mais sur leur propre terrain politique, le terrain de classe. Et cela n'a absolument rien à voir avec la politique que mène le gouvernement, en supposant même que ce dernier accepte d'écouter les conseils de modération des dirigeants syndicaux et du PCF.

Car ce gouvernement ne combat pas les objectifs des terroristes. Au contraire, il les y aide en contribuant, par un théâtral déploiement de forces appelé Vigipirate, à isoler la population maghrébine du reste de la population laborieuse.

Maintenir les liens entre tous les travailleurs, immigrés ou non, cela ne peut se faire qu'en se démarquant nettement, qu'en se désolidarisant sans ambiguïté de la politique de Chirac et de son gouvernement. C'est le contraire de ce que font les syndicats et les dirigeants du PCF.

J-P.V.

VEXATIONS ET DISCRIMINATIONS CONTRE LES IMMIGRÉS

nos lecteurs écrivent

Je suis témoin de la mise en pratique progressive des lois Pasqua en Seine-Saint-Denis, et de ses conséquences dans les faits. Je tiens à souligner l'aggravation des conditions d'existence, pour les travailleurs immigrés, que celles-ci entraînent.

Depuis le début de l'année environ, les délais de renouvellement du titre de séjour par la préfecture de Bobigny sont de plus en plus considérables. De deux à trois mois auparavant, ils sont passés maintenant à six ou sept mois, sous divers prétextes. Au rendez-vous fixé par la préfecture (souvent plusieurs mois après l'expiration), en général la carte n'est pas prête : la préfecture invoque qu'elle croule sous les dossiers; ou alors la machine à plastifier est en panne; ou encore le dossier s'est mystérieusement égaré, etc. Rendez-vous est de nouveau fixé pour le mois suivant, mais parfois la carte n'est pas encore prête.

De plus, ces démarches sont rendues très pénibles par les situations d'accueil déplorables : plusieurs heures d'attente debout, attitudes vexatoires et racistes... tout cela pour un résultat incertain.

Cette situation entraîne pour de nombreuses familles l'arrêt du paiement des prestations délivrées par la CAF (RMI, APL, allocations familiales, etc.). En effet, en l'absence du titre de séjour validé, la CAF refuse tout versement. On imagine les difficultés insurmontables que cela provoque pour de nombreuses familles déjà en situation précaire et qui peuvent à tout moment basculer dans l'exclusion.

Il est prévu que l'application de cette loi dans d'autres domaines amènera la suppression d'autres prestations, notamment les pensions de vieillesse et d'invalidité de la Sécurité sociale.

C'est dans tous les domaines de la vie quotidienne que la situation se détériore pour les immigrés : par exemple des jeunes qui, bien qu'ayant effectué toute leur scolarité en France, se voient refuser l'inscription dans certains lycées à cause des difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir leur premier titre de séjour à 16 ans.

Vivant dans une cité au sein d'une banlieue ouvrière, je peux témoigner que tout cela ne touche pas qu'une minorité d'immigrés. C'est bien d'une politique générale d'exclusion qu'il s'agit.

J. L.

Au nom du « trou de la Sécu »

ON PREND DANS LES POCHES DES ASSURÉS SOCIAUX

Aux dernières nouvelles, le 24 octobre, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie s'attendait à deux milliards de déficit de plus que prévu d'ici la fin 1995. Les cotisations rentreraient mal, et les remboursements de médicaments progresseraient trop.

Demange / Gamma

Il faut bien entretenir la préparation psychologique des assurés sociaux, jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'ils vont devoir payer cher pour combler ce fameux déficit de la Sécu.

Encore un peu, et l'on va nous dire que, si le gouvernement ne montre pas qu'il est capable de réduire le déficit de celle-ci, il va y avoir de nouvelles attaques contre le franc !

Il s'agit évidemment de faire payer les assurés sociaux, non pas spécialement pour combler le déficit de la Sécurité sociale, mais pour permettre au gouvernement d'utiliser les fonds publics à d'autres fins : à savoir continuer à subventionner le grand patronat.

On parle toujours de la hausse de la CSG – qui pourrait d'ailleurs s'accompagner d'une nouvelle baisse des charges patronales. D'autres projets sont en discussion, comme celui de taxer de 10 F chaque feuille de maladie et de 5 F chaque boîte de médicament. Cela rapporterait une vingtaine de milliards à la Sécurité sociale et pénaliserait évidemment les plus pauvres. On parle aussi d'augmenter les cotisations maladie des retraités, et on songe à relever d'un quart de point les cotisations vieillesse (probablement sur la part salariale, pas la part patronale).

En tout cas, on a pu voir, sans attendre, les ministres monter au créneau pour annoncer les mauvaises nouvelles, comme la hausse du forfait hospitalier. Élisabeth Hubert, le ministre de la Santé, s'est, paraît-il, fait reprocher par Juppé de l'avoir annoncée trop tôt, au moment où se tenaient des « forums régionaux » sur la Sécurité sociale au cours desquels les « partenaires sociaux » étaient justement censés débattre des pistes de réformes possibles avant la grande discussion qui devrait avoir lieu sur ce sujet au Parlement, à la mi-novembre… mais personne ne conteste que de toute façon la décision était prise !

Quant à Colette Codaccioni, ministre de la Solidarité entre générations, elle a dû annoncer le report de son « allocation de libre choix » prévue pour permettre à l'un des parents de s'arrêter de travailler dès le premier enfant. Il n'y a pas d'argent pour cela, réduction des déficits publics oblige. Pire, c'est elle, présentée comme le garant de la « politique familiale » du gouvernement, qui est obligée d'expliquer maintenant que les allocations familiales ne pourront peut-être pas être maintenues pour les couples aisés. Ou que les avantages fiscaux liés au quotient familial, c'est-à-dire au nombre d'enfants, peuvent être remis en question.

Quelles que soient les mesures qui vont être décidées, elles seront d'abord au détriment des plus démunis et des assurés sociaux aux revenus modestes. Ce sont eux qui auront encore plus de difficultés qu'aujourd'hui à se faire soigner convenablement, faute d'argent et de remboursement suffisant des soins. Et ce n'est sans doute pas fini, d'autres mesures seraient en préparation, et le gouvernement serait même, paraît-il, tenté de légiférer par ordonnances, c'est-à-dire justement sans avoir recours au Parlement, comme cela avait déjà été le cas, sur le même sujet, en 1967, en 1982 et en 1987 : façon d'empêcher les députés de retarder l'adoption des projets, comme pourraient le faire par démagogie certains membres de sa propre majorité ; mais façon surtout d'emballer ces mesures sans même qu'il y ait à en discuter. A moins que la discussion ne se fasse dans la rue…

Sylvie FRIEDMAN

À LA SÉCU COMME AILLEURS CE SONT LES HAUTS CADRES QUI PALPENT

Cela fait près de 800 jours, à la Sécu, que le personnel n'a pas vu l'ombre d'une augmentation de salaires ! Tout le personnel ? Non.

Car à l'URSSAF des Bouches-du-Rhône par exemple, les agents de direction, soit quatre personnes, viennent de « palper » aux environs de 5 000 F net mensuels, vu qu'à leur demande cet organisme vient de passer en catégorie « exceptionnelle » ! Ils bénéficient ainsi, par mois, du salaire d'un fichiste, l'employé qui est payé au plus petit coefficient, en guise de petit supplément. Pour leur majorité, les employés touchent à peine plus que le SMIC.

A cela il faut ajouter que, fin 1994, ces mêmes agents de direction s'étaient « partagé » une prime, « exceptionnelle » elle aussi, d'environ 80 000 F…

Il y a donc de l'argent à la Sécu… Mais sa distribution est très sélective…

nos lecteurs écrivent

L'EXPLOITATION DU PERSONNEL DANS UN CENTRE POUR HANDICAPÉS

« Je travaille en tant qu'aide médico-psychologique, dans le centre Fernand-Marlier, centre d'accueil pour jeunes handicapés physiques et mentaux à Aulnay-sous-Bois. Cela consiste à surveiller et à prendre en charge un groupe de dix résidents, entre 22 heures et 7 heures du matin.

Sous prétexte d'être autorisés à dormir une partie de la nuit, mon collègue et moi ne sommes payés que 3 heures sur 9 heures de présence effective. En réalité, il arrive bien souvent que l'on ne dorme que deux à trois heures par nuit car nous sommes amenés à assister les jeunes pris de crises d'angoisse, d'épilepsie, en proie à des insomnies, etc. Ensuite, de 7 heures à 8 heures 30, il faut se dépêcher car on doit s'occuper de leur toilette, leur faire prendre le petit déjeuner, les médicaments. Alors que c'est déjà la course, le chef de service veut en plus que l'on prenne en charge le rangement des chambres et des salles de bains.

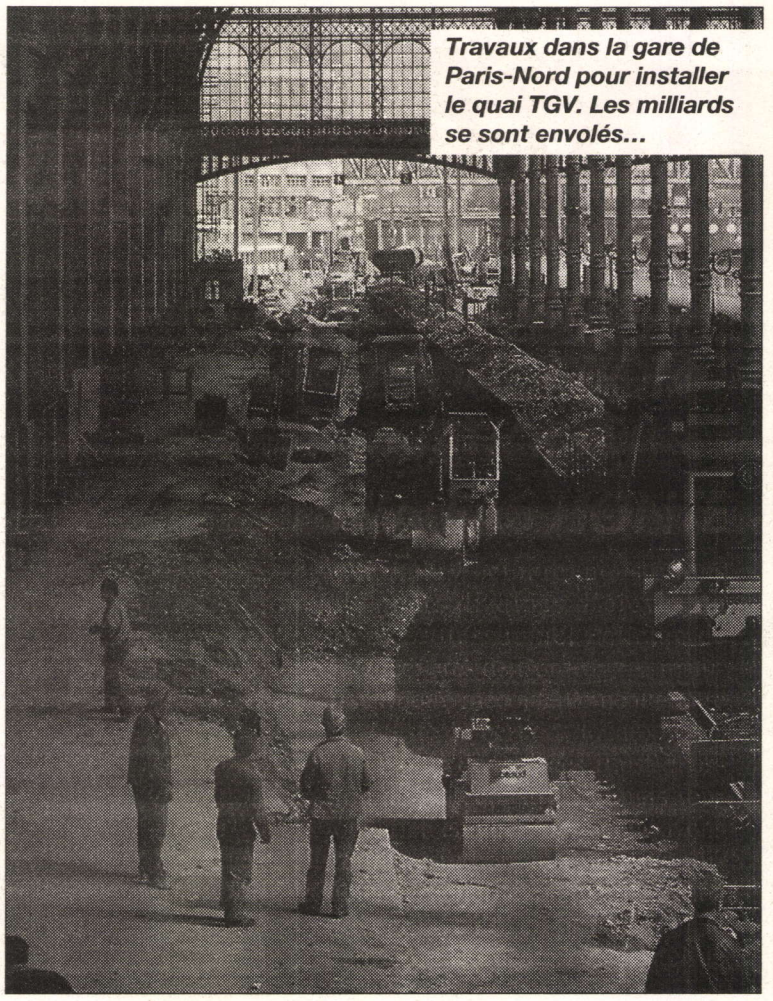
Enfin, en cas de gros problème avec un jeune, à nous d'improviser. Il arrive aussi régulièrement qu'on travaille sans interruption de 22 heures à 11 heures du matin et qu'il faille revenir le soir même pour prendre son service à 22 heures. Tout ça, pour 3 500 F nets par mois ! Un quasi plein-temps pour le prix d'un mi-temps.

Voilà dans quelles conditions d'exploitation ce centre, subventionné par la DASS et la Sécurité sociale, nous maintient. Et quand on se permet de réclamer, la direction n'hésite pas à nous répondre que, si nous ne sommes pas contents, nous n'avons qu'à aller voir ailleurs. Ce qui est d'autant plus facile à dire pour elle que notre contrat n'est toujours pas signé… »

R. S. (Paris)

SNCF UN «CONTRAT DE PLAN» CONTRE CHEMINOTS ET USAGERS

Mercredi 25 octobre, jour de la réunion du conseil d'administration de la SNCF, les principales centrales syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et FGAAC, syndicat autonome des agents de conduite) appelaient tous les cheminots à une journée d'action. Le problème des salaires, quasiment bloqués, reste au centre des préoccupations et des discussions des cheminots qui ont participé très largement à la journée du 10 octobre. Mais les syndicats mettent en avant cette fois-ci la dénonciation du prochain «contrat de plan» entre l'État et la SNCF, contrat qui devrait, d'ici la fin de l'année, définir la politique générale de l'entreprise pour la période 1996-2000.



Travaux dans la gare de Paris-Nord pour installer le quai TGV. Les milliards se sont envolés...

Arc

Ce que prépare la direction de la SNCF ne laisse certes rien augurer de bon, ni pour les travailleurs, ni pour le service public et donc pour les usagers.

A l'heure actuelle, et sous prétexte d'une situation financière désastreuse, il n'est question que de fermetures de lignes (jusqu'à 6000 km), de réduction des fréquences de passage des trains, de réduction d'effectifs, de «*réduction de la masse salariale*», de gain de productivité, de sous-traitance, «*d'ouverture à la concurrence*» et de privatisations de certains secteurs. Le tout appuyé sur les «*directives européennes*» qui imposent aux entreprises ferroviaires de chacun des pays la séparation entre la gestion de leurs infrastructures et la gestion de leurs activités de transport.

LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SALAIRE CONTINUE

Seulement, la dégradation de la situation, pour les cheminots comme pour les usagers, ne date ni d'hier, ni du décret de mai dernier appliquant les directives européennes à la situation française, ni même de la signature du précédent contrat de plan, en 1990. Rien qu'en ce qui concerne les réductions d'effectifs par exemple, en l'espace de dix ans, 73000 emplois ont été supprimés pour cause de modernisation et de rentabilité... aux dépens de la qualité du service public et des conditions de travail des cheminots. Des accidents mortels l'ont encore dramatiquement montré ces derniers mois. Et la direction n'hésite pas à parler d'une nouvelle suppression de 30000 emplois pour les années qui viennent.

Toujours au nom du redressement des finances de l'entreprise, la direction pratique le blocage des salaires (le petit 1,2 % d'augmentation pour l'année ne ressemble à rien d'autre...) et les menaces sur les conditions de retraite des cheminots. Car, selon une politique qui vise au nivellement par le bas, la direction trouve scandaleux, par rapport au privé, que les salariés SNCF partent en retraite à cinquante ans (s'ils sont roulants) ou à cinquante-cinq ans. Encore des «privilégiés» qui coûteraient trop cher à l'entreprise!

LES TRAVAILLEURS, VICTIMES DE LA RENTABILITÉ

En fait, si les finances de la SNCF sont catastrophiques comme il est dit en haut lieu, les causes ne sont pas à rechercher du côté des cheminots qui seraient trop nombreux, trop chers, partiraient trop tôt en retraite. Mais bien plutôt du côté d'une politique aberrante qui favorise les investissements de prestige qui coûtent très cher, pratique des tarifs extrêmement avantageux pour les entreprises mais de plus en plus onéreux pour les particuliers, et vilipende le service public au nom de la rentabilité.

C'est ainsi que la SNCF serait aujourd'hui l'entreprise la plus endettée du pays avec une dette se montant à 175 milliards de francs. Mais, si elle a emprunté ces milliards, cela n'a pas servi à améliorer les conditions de travail ou les salaires des cheminots, ni la qualité des transports pour l'immense majorité des usagers. Il n'y a qu'à vivre les conditions et les tarifs de transports imposés aux millions de banlieusards pour s'en convaincre.

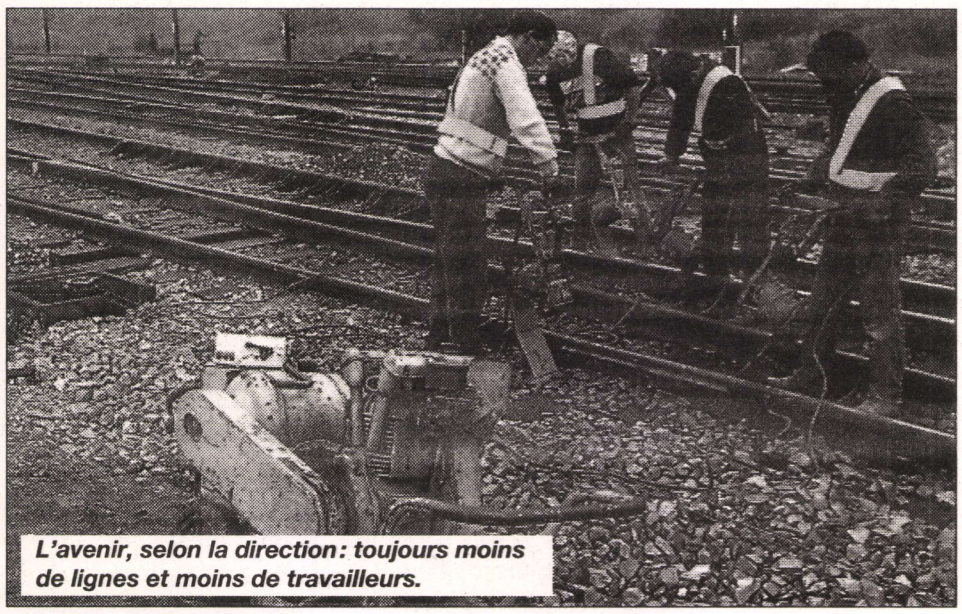
Et puis, même en déficit, la SNCF enrichit certains. En dix ans, ses emprunts contractés auprès des banques (hors subventions de l'État, donc) se monteraient à environ 150 milliards de francs, dont plus de la moitié ont été utilisés rien que pour le réseau TGV. «*Un cheminot sur quatre travaille pour rembourser la dette*», expliquait récemment un secrétaire national CGT, sans compter les intérêts de cette dette qui en 1995 s'élèveront à environ 14 milliards. Tous ces milliards de dette, au nom desquels la direction voudrait que les cheminots acceptent de se serrer la ceinture tandis que les travailleurs usagers accepteraient de payer toujours plus cher pour un service toujours plus aléatoire, ne sont pas perdus pour tout le monde. Ils vont alimenter régulièrement les banques, qui n'ont pas l'intention de renoncer à cette manne...

Les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de renoncer à défendre leurs emplois, leurs salaires ainsi que les quelques avantages relatifs acquis depuis des années. Ils le feront en partie à l'occasion de cet appel des syndicats, qui se place dans le cadre des discussions engagées avec la direction à propos de ce futur «contrat de plan».

Mais ce «contrat» n'est qu'un aspect de la politique générale du gouvernement qui s'en prend, en fait, aux travailleurs de tous les secteurs. Les cheminots, qui ont largement participé à la journée de grève générale du 10 octobre, ont montré qu'ils en étaient conscients. Alors, à quand une véritable suite au 10 octobre, pour les cheminots... et pour tous les autres?

Lucienne PLAIN

Arc



L'avenir, selon la direction: toujours moins de lignes et moins de travailleurs.

SERVICE PUBLIC OU COURSE AU PROFIT?

La SNCF reçoit environ 50 milliards de subvention de l'État par an. Pour une certaine presse, cela serait d'autant plus scandaleux que la SNCF est déficitaire.

Mais ce qui est scandaleux, c'est que le gouvernement et la direction de la SNCF parlent de rentabilité économique à propos d'un service public. Ce qui est scandaleux, c'est que les uns et les autres – comme ceux qui se font les échos de leur souci de profit dans les colonnes des journaux – cherchent les moyens de rentabiliser un service qui devrait avoir pour unique fonction non pas de faire du profit, ni même d'être «en équilibre» financièrement, mais uniquement de rendre un service indispensable à la population, de la meilleure qualité possible et au meilleur coût, et pourquoi pas, gratuitement puisque ce sont les impôts, payés par la population, qui lui permettent de fonctionner.

L'État subventionne à hauteur de 50 milliards de francs la SNCF. Mais il serait normal que l'argent de l'État serve réellement à améliorer ce service public – la situation de ses travailleurs comme des usagers – au lieu de gaspiller des milliards à subventionner des patrons licencieurs!

Russie

À la veille des élections légis

LES POLITICIE
DE SAUVER LI

En Russie, 43 listes ou blocs électoraux ont été enregistrés nationalement pour le scrutin législatif du 17 décembre prochain. Tous les sondages effectués, comme de récentes élections partielles, laissent à penser que les forces se revendiquant du gouvernement, et plus largement de la politique suivie depuis la dissolution de l'URSS il y a quatre ans, vont connaître une défaite.

Plus même, si lors des précédentes élections – celles qui avaient suivi la dissolution à coups de canon par Eltsine du Soviet suprême en octobre 1993 – le Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR) dirigé par Ziouganov avait, avec ses alliés, le Parti Agraire et le Parti des Femmes de Russie, déjà obtenu un score supérieur aux prétendus « démocrates » soutenus par Eltsine, cette fois les instituts de sondages donnent le PCFR et ses alliés encore plus largement en tête.

Eltsine cherche à se dédouaner...

Pour ne pas se trouver entraîné dans une débâcle que l'on dit probable, Eltsine, après avoir vainement tenté de rameuter des partis du « centre » derrière *Notre maison, la Russie*, celui de son Premier ministre Tchernomyrdine, a cherché à tirer son épingle du jeu. Il a multiplié les critiques à l'encontre d'une politique gouvernementale estimée par lui « *pas assez sociale* » – mais qu'il avait couverte sinon inspirée depuis 1990 –, en profitant pour accumuler les peaux de banane devant un Tchernomyrdine que l'on disait bien parti pour ravir la place d'Eltsine lors du scrutin présidentiel de juin 1996. Ainsi, après bientôt un an de guerre en Tchétchénie, Eltsine a même multiplié les critiques sur la façon dont cette guerre est conduite et versé des larmes hypocrites sur le sort de « *nos garçons qui ont beaucoup souffert* ». Alors même que, par de multiples moyens, dont le paiement de pots-de-vin, les fils des couches privilégiées échappent à la conscription, laissant ceux des prolétaires et des kolkhoziens aller se faire tuer, par des armes parfois revendues aux « rebelles » par des proches du Kremlin et pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Diviser pour régner

Si, d'ici à juin 1996, Eltsine reste en place, il espère voir certains de ses rivaux ainsi affaiblis, sinon éliminés par leur défaite possible de décembre prochain. Il ne voit pas non plus d'un mauvais œil la multiplication des listes pour ces législatives. En éparpillant les suffrages, elle pourrait aboutir à ce qu'aucune majorité ne sorte des urnes, lui laissant du même coup les coudées plus franches pour s'imposer à la Douma (le Parlement), à défaut d'imposer un pouvoir qui reste toujours aussi débile et contesté.

Eltsine espère donc ne pas trop mal se sortir de ces législatives. En revanche, les coteries trop ouvertement liées aux couloirs des ministères commencent à s'inquiéter. Leurs représentants tentent, quand ils le peuvent, de se faire une image d'opposants. Lors du récent débat sur le budget 1996, on a ainsi vu nombre de députés de la mouvance « eltsinienne » refuser de le voter, dénonçant, tel le célèbre Yavlinski, le fait que ce budget serait anti-social car n'inscrivant tout simplement pas les dépenses de millions de fonctionnaires et de 37 millions de retraités non payés depuis des mois. D'autres se sont subitement souvenus que les mineurs du Grand Nord – en grève à Vorkouta et ayant appelé à une grève générale des mines – ont des conditions de travail et d'existence indécentes. Les moins connus ont encore plus facilement endossé une casaque qui ne les désigne pas trop aux électeurs comme ayant soutenu la politique dont ces mêmes électeurs ne veulent plus.

Dans les allées du pouvoir

Mais d'autres, à commencer par le Premier ministre, n'ont évidemment pas cette possibilité. Du coup, le gouvernement multiplie les gestes se voulant apaisants vis-à-vis des électeurs. La paye des fonctionnaires recommence à être réglée. Celle des enseignants a augmenté de moitié cet été. Ce mois-ci Tchernomyrdine a fait semblant de s'indigner que les professeurs de faculté soient si mal payés et a promis que plus un seul ne gagnerait moins d'un million de roubles (environ 1 100 F). Quand on sait que les « nouveaux riches » brassent des dizaines de milliards de roubles, c'est peu, mais cela double leur salaire.

La presse dite « démocrate » a, elle, déclenché la grosse artillerie sur le mode « Alerte, les communistes reviennent ! » Les Izvestia ont ainsi titré, à la Une le 11 octobre, « *En prévision d'un retour des communistes, la population fait des stocks* », sous une énorme photo censée évoquer le spectre des pénuries. Un autre quotidien, pourtant d'habitude moins caricatural, *Kommertsant*, présentant le programme électoral du PCFR, n'a pas hésité à le dépeindre comme « *bolchevique* ». Bigre ! Et dire que Ziouganov, le chef de ces « bolchéviks », en rajoute depuis des années sur « *nos fermiers (privés)* », « *nos entrepreneurs* », « *nos directeurs* », qu'il donne des interviews télévisées depuis le Club des Entrepreneurs de Russie qu'il se dit fier de présider, qu'il s'était gardé, en 1993, de condamner l'assaut donné par les troupes d'Eltsine au Soviet suprême! En 1994, il a même fait rayer du programme de son parti le slogan « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* », un slogan pourtant, et depuis longtemps, vide de sens pour cet ancien collaborateur du Comité Central du PC gorbatchévien comme pour tous les anciens dirigeants du PC comme Eltsine. Et malgré tout cela, malgré le fait que Ziouganov ne cesse de parler de « *nos grandes traditions russes* » voire de « *nos religions* », il ferait peur aux « démocrates » ?

En fait, sortis du même moule que Ziouganov, appartenant à la même bureaucratie parasitaire que lui, les « démocrates » ou autres savent bien que ce « communiste » ne l'est pas plus qu'eux. Ils savent bien que, si dans les rangs du PCFR on trouve des jeunes écœurés par les dirigeants actuels et leur cortège de

Manifestation du Parti Communiste contre Eltsine, à Moscou, en décembre 1992...

AFP

... et à Saint Petersbourg

LO

TIRER

Deux jours avant de partir pour le cinquantenaire new-yorkais de l'ONU, Eltsine annonçait vouloir se séparer de Kozyrev, ministre en charge de la diplomatie russe depuis 1990. Présenté comme pro-occidental, a expliqué la presse, Kozyrev est la bête noire de l'opposition russe et focalise la haine de l'« occidentalisation ». Celle-ci (derrière l'invasion des Coca-Cola et feuilletons bon marché comme *Santa Barbara* ou *Hélène et les Garçons* et, pour les riches cette fois, des Mercedes et restaurants de luxe tel Maxim's) se solde par le pillage du pays et l'abaissement dramatique du niveau de vie d'une population dont Eltsine a reconnu, sur France 2, que la moitié vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Dans le même temps où Kozyrev était donné pour un limogé en sursis, Eltsine et son ministre de la Défense, Gratchev, tonnaient contre les projets d'extension de l'OTAN aux pays européens de l'ex-bloc soviétique, évoquant même le risque d'un conflit si l'OTAN ne reculait pas. Et toute la presse, ici comme en Russie, d'évoquer un changement dans la politique russe, voire dans le rapport de forces au sein des dirigeants russes entre « pro-occidentaux » – que représenterait Kozyrev – et « nationalistes » – avec Gratchev à leur tête...

Las ! Quelques jours plus tard, à Paris puis New York, Eltsine exhibait... Kozyrev à ses côtés, tandis qu'on apprenait que Gratchev venait de tomber sous un mandat d'amener pour une méchante affaire.

slatives

NS ESSAYENT EURS PLACES

maffiosi-« hommes d'affaires », dans l'entourage du PCFR il y a nombre de « directeurs », parfois dits « rouges », mais qui n'ont rien à envier aux autres. En revanche, il est évident que le PCFR, exclu du pouvoir depuis quatre ans, bénéficie du dégoût, voire de la haine qu'inspirent à l'immense majorité de la population les politiciens au pouvoir (Eltsine ne recueille ainsi que… 8 % d'opinions favorables selon tous les sondages). Et ces politiciens qui savent bien que dans l'ex-URSS les allées du pouvoir restent, plus que tout, le premier moyen d'enrichissement, de façon légale ou non, craignent non sans raison que, s'ils devaient céder une partie de leur place autour de ce même pouvoir, leur part ne diminue d'autant.

C'est cela qui explique leur déchaînement actuel contre les « bolchéviks ». Quant aux travailleurs, qui vont probablement voter en grande partie pour le PCFR, plus par rejet des « autres » qu'autre chose, ils n'ont rien de bon à attendre des Ziouganov et consorts, des gens qui étaient, hier, au pouvoir, comme les Eltsine.

Mettre dehors les bureaucrates, les apprentis capitalistes, les banquiers et maffiosi de tout poil, établir une véritable planification de la production sous son contrôle, ce serait certes l'intérêt de la classe ouvrière, et de fait de toute la population russe. Mais la classe ouvrière ne peut l'attendre que d'elle-même, pas d'un Ziouganov, pas plus vrai « communiste » aujourd'hui qu'il ne l'était hier.

Pierre LAFFITTE

ELTSINE VOUDRAIT SON ÉPINGLE DU JEU

Gamma

Voici juste un an, en effet, un journaliste, qui avait publié des articles dénonçant la corruption des hautes sphères militaires, dont Gratchev, appelé par un jeu de mots « Pacha Mercedes », avait été assassiné. L'enquête n'a évidemment pas abouti, mais la plainte en diffamation déposée par le ministre, si. Or, au lieu de se précipiter chez le juge, Gratchev le boude, préférant ne pas faire de vagues quand la presse refait allusion à des trafics d'armes russes organisés en haut lieu à destination des « rebelles » tchétchènes que ces mêmes autorités présentent comme des bandits à abattre. Gratchev avait d'ailleurs été déjà accusé d'avoir vendu des armes au président indépendantiste tchétchène, Doudaev, en 1992. Mais quand, chaque jour ou presque, la télévision dénombre les conscrits tombés dans des embuscades en Tchétchénie, si ces rumeurs n'étonnent plus la population russe tant elle sait « ses » dirigeants corrompus, elles ne rehaussent pas non plus le prestige d'un Gratchev qui se verrait bien, l'an prochain, dans le costume d'un candidat à l'élection présidentielle et donc d'un rival d'Eltsine.

A moins de deux mois d'élections législatives où tous les pronostics donnent perdants les tenants d'une politique gouvernementale vue, entre autres, comme pro-occidentale par la population, Eltsine n'a rien à perdre, électoralement parlant, à se désolidariser de temps en temps d'un Kozyrev. Mieux, à la veille de ses rencontres avec Chirac et surtout avec Clinton, à défaut d'impressionner ces derniers (avec ses rodomontades sur la place que la Russie revendique dans les négociations sur l'avenir de l'ex-Yougoslavie ou avec son veto à l'entrée de l'Europe de l'Est dans l'OTAN), il pense que cela ne le dessert pas forcément vis-à-vis d'une opinion censée se consoler de son appauvrissement avec les mirages de « grandeur russe » que lui servent les démagogues nationalistes.

Et puis surtout, en jouant des antagonismes réels ou supposés entre les dirigeants de cliques au pouvoir, Eltsine donne ou plutôt se donne l'illusion de régner… puisqu'il arrive encore à diviser.

Destructions à Bagdad lors de la guerre contre l'Irak, menée sous l'égide de l'ONU

Gamma

ONU

LE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE D'UNE « CAVERNE DE BRIGANDS »

Les cérémonies qui marquent le 50e anniversaire de l'ONU sont à l'image de cette institution : un conglomérat d'arrogance impérialiste, avec un développement ostentatoire de bonne conscience, de bluff et de fausse démocratie.

L'organisation des Nations-Unies compte aujourd'hui près de 185 États membres, mais ce n'est en fait qu'une enveloppe sur une structure qui fut créée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par les vainqueurs et ceux qui se rallièrent in extremis à leur camp, et qui a, depuis, accueilli tous les États issus du mouvement de décolonisation qui a marqué les années 1945-1965.

Aujourd'hui, on nous dit qu'elle serait la conscience des nations, le dernier recours des États maltraités, la référence morale reconnue et admise par tous.

C'est évidemment faux. L'ONU, héritière de la SDN – la Société Des Nations de l'entre-deux-guerres –, n'a été dès l'origine qu'une officine des États-Unis, une caution morale, censée représenter la victoire des démocraties sur le fascisme. On y retrouvait donc toutes les fausses raisons morales de la guerre, le triomphe d'un camp impérialiste contre un autre, avec l'alliance de l'URSS. Cette origine est encore transparente dans l'Organisation des Nations Unies. Il y a les États membres – grosso modo tous ceux qui le demandent finissent par en être – mais aussi un Conseil permanent de quinze membres dont cinq sont inamovibles : les USA, la Grande-Bretagne, la France, l'URSS et la Chine… de Formose. Ni l'Allemagne (réunifiée ou pas), ni le Japon, nations vaincues, ne font partie de cette élite des États que représente le Conseil permanent de l'ONU. Ce qui maintenant, cinquante ans après commence à poser problème.

Et en ce cinquantenaire, il faut rappeler que c'est sous le couvert de l'ONU que se menèrent la guerre de Corée et l'ensemble des interventions impérialistes dans le monde, y compris la dernière en date, l'intervention en Irak après l'occupation du Koweit.

Entre-temps, l'ONU avait fait preuve de son impuissance (voulue), aussi bien dans les guerres de libération qu'au Moyen-Orient, en Somalie, en Bosnie, etc.

Dans la tour de verre édifiée à New York, l'ONU, vieille dame désargentée (personne ne veut régler sa quote-part, à commencer par les États-Unis !), n'a jamais été respectable. Instrument aux mains de l'impérialisme US, elle vivote, après l'effondrement du Mur et de l'URSS, sans objet, sans moyens, sans justification.

Les dix mille policiers US qui « assurent » la sécurité de cette cérémonie d'anniversaire participent à cette farce « pacifiste ». Et les nations absentes (Japon, Allemagne) ne boudent que parce qu'elles ne font pas partie des élites, c'est-à-dire des États du Conseil permanent. Elles sont bien sûr membres de l'ONU, mais voudraient avoir un privilège supplémentaire.

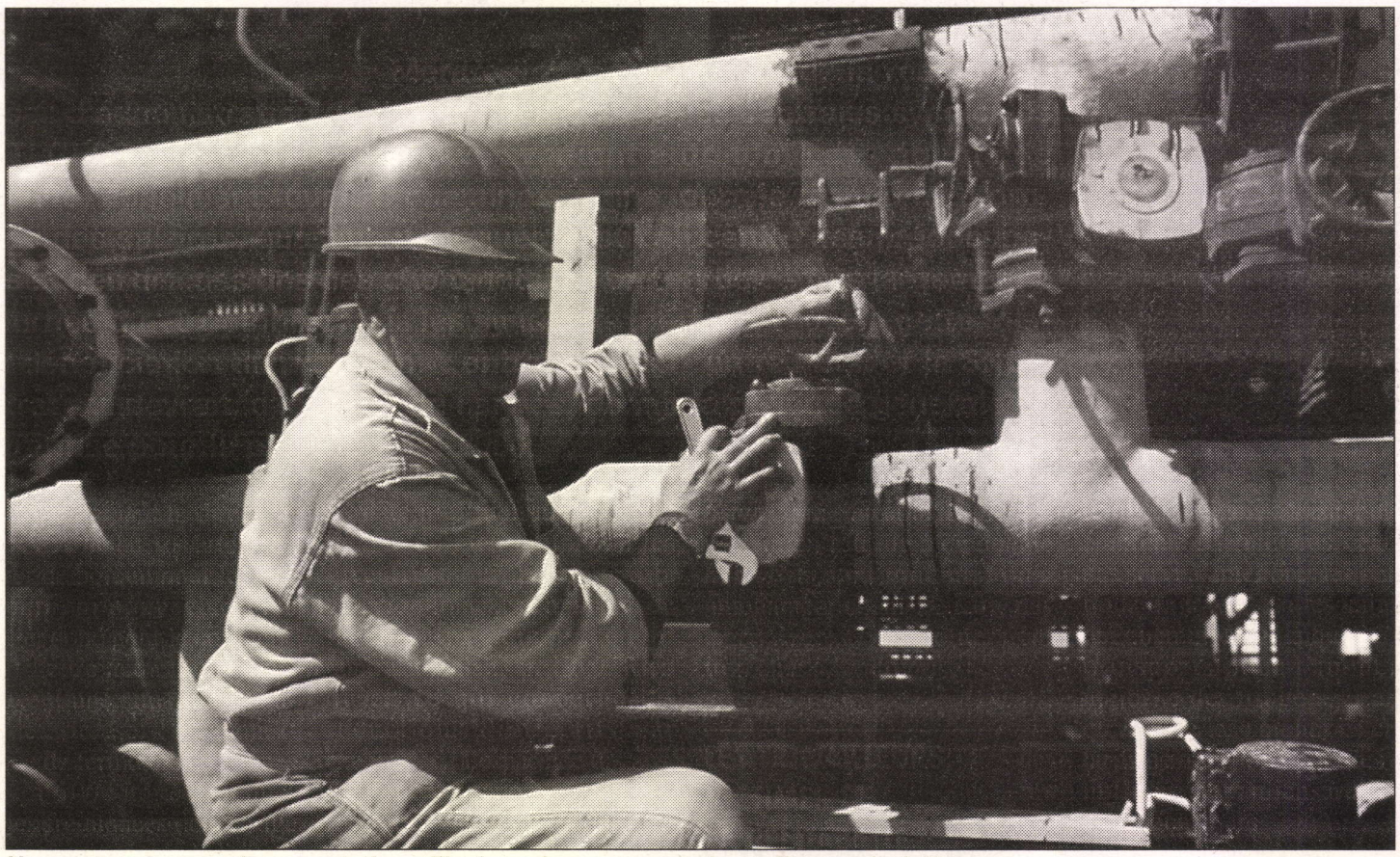
Lénine, à l'époque, traitait la SDN (l'ancêtre de l'ONU) de « *caverne de brigands* ». Le fait que tous les pays nouvellement indépendants, issus aussi bien de la décolonisation que de l'éclatement du bloc de l'Est, se précipitent pour y participer, n'a pas changé l'objectif de cette institution : la justification de l'ordre impérialiste.

Le cinquantenaire de l'ONU ne mérite pas plus de commentaires. Il est vrai que, même pour faire des éloges à la tribune lors de la dérisoire cérémonie anniversaire, le temps imparti aux représentants de chaque État membre était limité à cinq minutes.

C.B

Chirac-Zeroual

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, MAL PLACÉ POUR DONNER DES LEÇONS



Hassi-Messaoud/Gamma

Une part croissante des exportations d'hydrocarbures ne sert plus qu'à payer la dette.

Contrairement à ce qui avait été prévu et rendu public depuis peu, le président algérien Liamine Zeroual a annulé au dernier moment l'entretien qu'il devait avoir avec Chirac, en marge du cinquantième anniversaire de l'ONU. Il a justifié cette décision en déclarant que l'Algérie n'avait «*de leçon à recevoir de personne en matière de démocratie*», répondant en cela aux critiques du régime algérien formulées avec insistance par Chirac et les représentants du gouvernement français.

Il faut dire qu'en France cette initiative était contestée y compris dans les rangs de la majorité. Beaucoup déclaraient trouver cette rencontre pour le moins inopportune, puisqu'à l'approche des élections présidentielles algériennes, prévues le 16 novembre et dans lesquelles Zeroual est candidat à sa succession, elle risquait d'apparaître comme un geste du gouvernement français en sa faveur et d'attirer en retour une amplification des attentats en France même.

Mis dans l'embarras, Chirac, qui ne voulait pas avoir l'air de céder devant la menace du terrorisme islamiste, a défendu le bien-fondé de cette rencontre, en prétendant avoir des conseils à donner à Zeroual. Il disait vouloir «l'inviter» à organiser des élections présidentielles libres et l'engager dans une démocratisation de la vie politique algérienne.

En se posant comme un donneur de leçon, Chirac avait tout fait pour que Zeroual s'en offusque et finalement prenne l'initiative de décommander la rencontre. D'autant qu'à l'approche des élections, le président-candidat algérien ne pouvait laisser passer l'occasion d'apparaître comme le défenseur de la fierté nationale algérienne, face aux représentants de l'ex-puissance colonisatrice.

Que le régime algérien ne soit pas, loin s'en faut, un modèle de démocratie, ce n'est un secret pour personne. Cette situation n'a d'ailleurs pas empêché les gouvernants français successifs de collaborer avec lui jusque-là, ni de continuer à le faire. Quant à donner des leçons sur la manière dont l'Algérie devrait être gouvernée, Chirac est bien mal placé, vu les responsabilités de l'impérialisme français dans la situation actuelle. L'impérialisme français a non seulement laissé derrière lui un pays dévasté par sept années de guerre coloniale et une économie totalement dépendante du marché mondial, mais il n'a cessé depuis l'indépendance de l'exploiter, de concert avec les autres grandes puissances. Encore aujourd'hui, les six milliards de francs d'«aide» que la France a décidé d'accorder à l'Algérie en 1995 ne sont pas un cadeau, mais des crédits destinés à favoriser les exportations françaises, dans les domaines de l'agro-alimentaire, des équipements industriels et des médicaments notamment.

Or ces prêts viennent alourdir d'autant la dette extérieure algérienne, qui devrait atteindre 36 milliards de dollars d'ici 1996. Et cet endettement mine l'économie, en absorbant une part croissante des exportations de gaz et de pétrole, tandis que les restructurations imposées par le Fonds Monétaire International alimentent le chômage et la hausse des produits de première nécessité. Alors que le chômage frappe 25% de la population active et surtout un jeune sur deux, le prix du pain a été multiplié par sept en quatre ans.

C'est de cette situation catastrophique, surtout pour les couches les plus pauvres de la population algérienne, que se nourrissent les intégristes islamiques. En ce sens, l'impérialisme français porte une lourde part de responsabilité dans la menace qu'ils représentent aujourd'hui pour la population algérienne.

R.M.

Lutte de classe n°15
(septembre-octobre 1995) est parue:

Au sommaire:
- **Contre les essais nucléaires français... et contre le pacifisme!**
- **La rentrée politique en France et «l'opposition constructive» du PCF et du PS**
- **Ex-Yougoslavie: entre la guerre ouverte et la paix armée**
- **États-Unis: le système du bipartisme en question?**

Prix: 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

Leur société

Lycée Camille Pelletan

(Talence, près de Bordeaux)

LOCAUX VÉTUSTES, L'ÉDUCATION NATIONALE N'A PAS HONTE

Lundi 9 octobre, nous étions plusieurs dizaines d'élèves du lycée professionnel Pelletan de Talence, près de Bordeaux, à manifester notre mécontentement contre la vétusté de certains locaux.

Depuis des années il est question de le reconstruire, mais toujours rien en vue. Alors nous avons voulu faire connaître nos conditions de scolarité, en manifestant à travers la ville, en passant par la mairie de Bordeaux, et l'hôtel de région.

Nous avons dénoncé la vétusté des cuisines, où, comme disait l'une d'entre nous, «*il pousse des champignons; on n'a plus qu'à les cueillir pour faire la fricassée*». Une autre d'entre nous faisait remarquer qu'il pleut dans la salle d'informatique.

Le proviseur nous a reçus en délégation, mais pour lui nous dramatisons. Il faut être patient. Et pour finir, il a envoyé un courrier à tous les parents en s'offusquant devant notre prestation et en déclarant: «*J'ai honte pour l'établissement de tout cet exhibitionnisme, sans contenu, ce n'est pas un comportement susceptible de favoriser l'insertion professionnelle et le civisme*»...

Pour nous, il n'est pas question d'accepter d'être traités de la sorte, et nous sommes décidés à continuer à dire haut et fort qu'il y en a «ras-le-bol!».

Chausson–Creil

LES TRAVAILLEURS ARRACHENT LA CONCLUSION DES ACCORDS

Pendant plusieurs heures, vendredi 20 octobre, les travailleurs de Chausson se sont affrontés à la police à Beauvais à l'entrée de la préfecture et du Conseil général. C'était leur réaction violente au dernier coup de théâtre qu'ils ont eu à subir.

Le centre ville de Beauvais bloqué par les Trafic.

Une voiture de police retournée, devant le Conseil général.

LO

En effet, alors que les pouvoirs publics, l'administration judiciaire et la direction Chausson avaient déclaré qu'ils voulaient conclure avec les organisations syndicales l'ensemble des accords garantissant tout le dispositif de protection sociale qu'avaient arraché les salariés de Chausson par leur lutte, le 17 octobre le dispositif était une nouvelle fois remis en cause.

Tout d'abord, alors que le Tribunal de commerce devait se prononcer sur le plan social au plus tard le 27 octobre, en même temps qu'il approuverait le protocole présenté par Peugeot et Renault, effaçant une ardoise d'un milliard de francs pour les deux groupes, on annonçait la remise à une date indéterminée de l'examen du plan social.

De plus les pouvoirs publics, l'administration judiciaire et la direction bloquaient la conclusion du deuxième accord portant sur les garanties de reclassement, en particulier en remettant en cause le congé de conversion de 22 mois qui avait été obtenu du gouvernement Balladur.

Enfin, pour faire bonne mesure, les négociations étaient rompues brutalement le jeudi 19.

La grève fut décidée dès ce jour-là. Le vendredi, les négociations étant toujours bloquées, les travailleurs de Creil, excédés, décidèrent de répliquer à leur façon.

Quelque 500 salariés réquisitionnèrent plusieurs dizaines de *Trafic* aménagés pour le transport des personnes et prirent la direction de Beauvais, la préfecture.

La tête du convoi arriva devant le Conseil général, défonça les voitures de gendarmerie stationnées devant les grilles et les échauffourées commencèrent. Les gendarmes qui n'étaient pas derrière les grilles durent s'enfuir en abandonnant leurs képis et en laissant une de leurs voitures retournée sur le toit.

Plusieurs dizaines de *Trafic* furent laissés aux principaux carrefours de Beauvais provoquant des embouteillages monstres.

Le gros des manifestants se retrouva devant le Conseil général, situé sur le même terrain que la préfecture. A l'aide de *Trafic* les grilles d'entrée furent défoncées et les forces de police présentes envoyèrent quantité de grenades lacrymogènes.

Les manifestants se regroupèrent ensuite devant la préfecture. Là aussi une porte fut enfoncée… toujours à l'aide de *Trafic* et pendant plus de deux heures des affrontements eurent lieu, grenades lacrymogènes et grenades asphyxiantes d'un côté, jets de pierres et de bouteilles d'essence enflammées de l'autre.

Pour tenter de faire revenir le calme, le préfet envoya un émissaire proposer une entrevue. Celle-ci ne fut acceptée qu'en échange de la libération d'un manifestant arrêté.

Les travailleurs de Chausson ont voulu montrer leur colère et leur détermination. Le message est passé. Car le lundi suivant, alors que les salariés se rassemblaient à près de 600, pacifiquement cette fois, devant le Tribunal de commerce de Nanterre, le gouvernement avait décidé de supprimer toute présence policière visible et le président du tribunal reçut une délégation et provoqua la réouverture des négociations dans son propre bureau avec toutes les parties.

L'après-midi même, tous les blocages étaient comme par miracle levés, et toutes les garanties qu'exigeaient les travailleurs étaient obtenues : un jugement définitif aura bien lieu le 27 octobre, les congés de conversion sont rétablis et d'autres points litigieux réglés.

Mais comme l'accord écrit ne devait être signé que le mardi par la direction Chausson et l'administration judiciaire, les travailleurs de Creil décidèrent de continuer la grève mardi 24 octobre en attendant la signature.

Ils décidèrent aussi l'organisation d'un grand rassemblement avec l'aide de la Mairie de Nanterre, qui se trouve juste à côté du Tribunal de commerce, pour le vendredi 27 octobre, jour où le tribunal devrait donner son accord final sur les accords que les travailleurs ont réussi à obtenir par leur lutte.

Tout le monde souhaite que ce rassemblement soit aussi une grande fête car les travailleurs sont fiers du combat qu'ils ont mené.

Correspondant LO

Échos des entreprises

CHICHE !

À les entendre nous serions privilégiés car nous avons la sécurité de l'emploi. Pourtant les CDD, CDI, CES, qui font le même travail que nous, ne manquent pas.

Depuis des années, ces contractuels et ces CES saisissent les chèques, traitent des réclamations, dactylographient des lettres et n'ont toujours pas la sécurité de l'emploi.

Alors, chiche, prenons tous ces beaux parleurs au mot et faisons en sorte que tous nos collègues qui travaillent sous contrat soient titularisés.

Ainsi nous pourrons tous dire, oui nous avons la sécurité de l'emploi, et ce n'est pas un privilège, c'est un droit

RÉUNIONITE

La réunionite aiguë est une maladie contagieuse qui court aux Chèques Postaux. Il ne se passe pas un jour sans que nous soyons appelés dans le «bocal» réduit, mal aéré, à la décoration monotone.

Nous serions curieux de voir si ces messieurs de la direction apprécieraient autant les réunions, s'ils étaient enfermés dans notre bocal?

Pour eux, les réunions et séminaires se passent ailleurs, dans les quatre étoiles.

À leurs conditions, nous serions comme eux, heu–reux d'être tout le temps en réunion.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* CCP Marseille

TOUT À 10 FOIS

La semaine commerciale patronale vient de s'achever. Cette année les publicitaires maison ont été mis à dure épreuve. La potion à faire passer était très amère : nous convaincre que c'est pour notre bien que le patron veut nous faire travailler dix fois plus vite et dégrader encore nos conditions de vie et de travail.

Toutes les vieilles recettes ont été utilisées : distribution de babioles, invasion de petits ballons des murs au plafond (dommage qu'il manquait les fléchettes), ballon dirigeable (malmené par le vent d'autant) et slogans publicitaires débordant jusque sur les gobelets des distributeurs de boissons (pour nous bourrer le crâne même pendant nos pauses).

Bref la prestation était du niveau du plus débile des jeux télévisés, mais là c'est plus difficile de zapper ou d'éteindre le poste.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Motorola Toulouse

L'ARGENT SALE

Le marché de la dépollution des sols prend de plus en plus d'ampleur. Comme il y a pas mal de profits en vue avec cela, RP Environnement Service a pris récemment le contrôle de la société ATE qui détient 35 % du marché français des sols pollués.

Comme RP n'est pas la dernière en matière de pollution des sols, elle pourra ainsi s'en mettre plein les poches avec la dépollution de ses propres sites.

Un dépollueur-pollueur : on n'arrête pas le progrès !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Rhône-Poulenc Elbeuf

Fonderies de l'Authion (Angers)

LE PATRON RENONCE À IMPOSER LA BAISSE DES SALAIRES

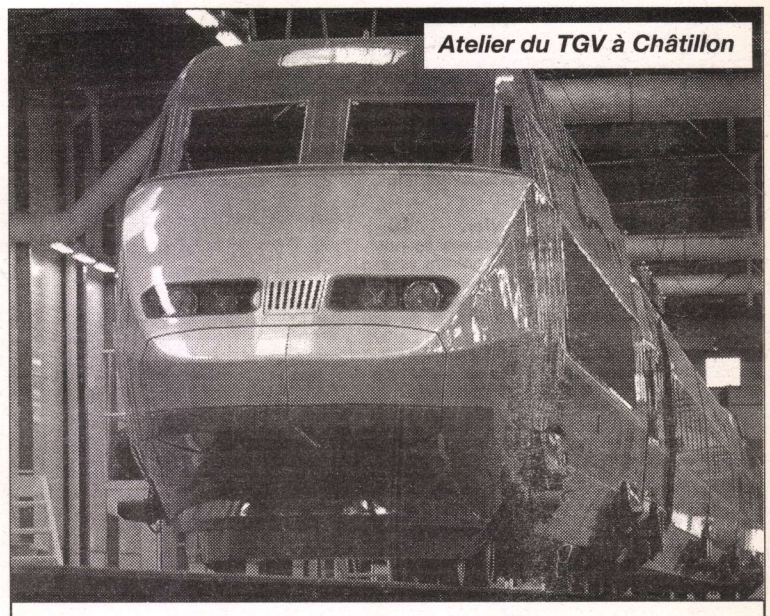
Récemment, le patron des Fonderies de l'Authion, aux Ponts-de-Cé, près d'Angers, qui fabriquent essentiellement des pièces pour l'automobile, avait annoncé son intention de baisser de 5 à 15% les salaires des quelque 170 salariés, ou de les licencier en cas de refus de leur part.

Déjà, il y a quelques années, une autre entreprise de la région angevine, TRW REPA, fabriquant de ceintures de sécurité, avait licencié tous ses salariés, qui avaient refusé une baisse de 20% de leurs salaires.

Pour ne pas subir le même sort, les travailleurs des Fonderies de l'Authion se sont mis en grève totale le 11 octobre dernier. Ils ont entrepris d'aller expliquer leur situation aux autres travailleurs de leur groupe (Waelès) d'une part, et aux travailleurs des usines de la région angevine d'autre part. Ils se sont ainsi rendus, à une cinquantaine, dans deux usines de métallurgie, Outelec et Tourco. Dans ces deux entreprises, les travailleurs ont massivement débrayé, pour exprimer leur soutien aux travailleurs des Fonderies et leur crainte de voir les patrons de la région prendre modèle sur celui des Fonderies. La nouvelle de ces visites a rapidement fait le tour de la ville et, dans plusieurs entreprises, des débrayages de solidarité se préparaient.

En fait, dès le lendemain de la visite chez Tourco, mercredi 18 octobre, le patron des Fonderies, à l'issue d'une négociation-marathon, cédait sur toute la ligne. Le projet de baisse des salaires était abandonné purement et simplement. Quant aux heures de grève, elles seront considérées comme du chômage partiel, déjà prévu dans le mois, donc payées pour une bonne part.

C'est un succès pour les travailleurs des Fonderies, mais aussi pour tous les salariés de la région angevine. Et il faut souhaiter que l'attitude des travailleurs des Fonderies, qui n'ont pas hésité à porter leur problème devant l'ensemble de la classe ouvrière de la région, fera école. Car il est possible que ce soit cette attitude qui ait contribué à amener le patron des Fonderies à se monter plus conciliant.



Atelier du TGV à Châtillon

Arc

SNCF Châtillon (Hauts-de-Seine)

LA GRÈVE DES NETTOYEURS CONTINUE

La grève des nettoyeurs travaillant pour la SNCF aux ateliers de Châtillon et à la gare Montparnasse continue. Cela fait trois semaines que les TGV ne sont plus nettoyés. Et les dernières propositions de leur patron, TSI, ont été rejetées, comme les précédentes.

Ce qui avait déclenché la grève était le temps partiel imposé à 127 ouvriers sur 300. Aujourd'hui, TSI propose 80 temps partiels (de 25 à 31 heures par semaine) ou des licenciements économiques. C'est un petit recul, mais cela ne satisfait personne. D'autant qu'accepter le temps partiel, ce serait accepter de travailler beaucoup plus, la charge de travail étant toujours la même.

TSI justifie ces attaques par le nouveau contrat passé avec la SNCF qui rentre en application au 1er novembre: perte de 13,5% sur le chiffre d'affaires et nécessité de faire coller les effectifs aux temps d'immobilisation des TGV afin de gagner du temps.

Si la SNCF passe par des entreprises extérieures, c'est bien pour que le travail lui coûte le moins cher possible, quels que soient les conditions de travail et les salaires minables imposés aux ouvriers.

Les grévistes ont donc non seulement à faire craquer leur patron, mais aussi le patron de leur patron, la SNCF.

Au début de la grève, le chef d'établissement de Châtillon a d'ailleurs tenté de faire croire aux grévistes qu'il intercéderait auprès de la région, ce qui a un peu marché. Mais aujourd'hui, les choses sont différentes. La SNCF a tenté de faire, nettoyer ses rames en province. Il est vrai que cela n'a guère marché, les travailleurs refusant d'en faire plus que ce qu'ils font déjà, ou même comme à Rennes, se mettant eux aussi en grève. Et mercredi 18 octobre, la SNCF a fait intervenir les CRS pour dégager les voies que les grévistes bloquaient à la gare Montparnasse où ils diffusaient un tract aux usagers.

Enfin mardi 24 octobre, TSI a mobilisé le matin la vingtaine de non-grévistes avec les chefs pour tenter de passer en force et nettoyer des rames. Ce fut la colère et une ambiance plutôt chaude entre grévistes et chefs. La grève continue donc pour exiger toujours les 39 heures pour tous, le respect du contrat de travail et le paiement des jours de grève.

Correspondant LO

nos lecteurs écrivent

FAITES LES VENDANGES!

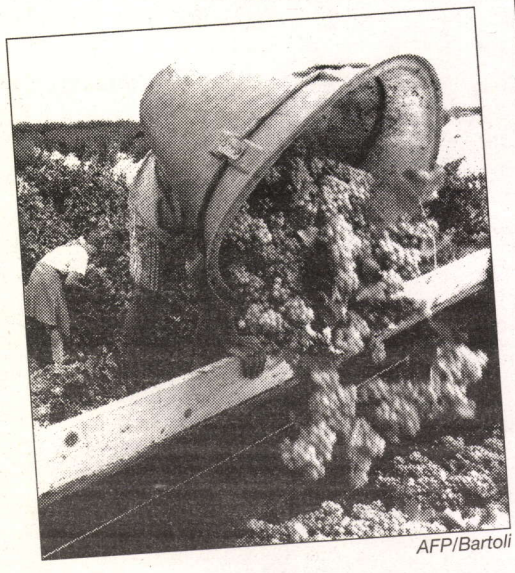
Etudiant, je suis parti au mois de septembre pour me faire un peu d'argent grâce à 8 jours de vendanges en Champagne. Les patrons du vignoble, qui m'ont embauché, possèdent un énorme domaine d'environ 20 hectares, avec leur propre pressoir. Ce ne sont pas des pauvres! Nous – une centaine de personnes, des étudiants, des chômeurs, des RMIstes et des travailleurs ukrainiens (!)– faisions 8h45 par jour sous une pression constante. Plusieurs finirent d'ailleurs par craquer ou furent licenciés (et rapidement remplacés grâce à des coups de téléphone à l'ANPE) parce qu'ils n'étaient pas assez productifs. Bien entendu, nous n'étions pas déclarés…

Sur la colline en pente raide, nous pataugions le plus souvent dans la boue, car il a plu plusieurs fois pendant cette période. Toujours accroupis ou sur les genoux, certains d'entre nous cueillaient entre 300 et 400 kg de raisin par personne et par jour et cela sur de grands parcours. D'autres hissaient, à la main, des caisses de 50 kg sur l'enjambeur, un tracteur particulièrement dangereux: même par temps sec, sa hauteur (plus de 2 m), qui lui permet d'«enjamber» les vignes, le rend instable. Alors sous la pluie et dans la boue…

Le quatrième jour, arrivé en haut de la pente, l'enjambeur se renversa. Par chance, il n'y avait personne à côté… Sur les cinq personnes travaillant en haut, trois seulement purent sauter. Quant aux deux autres, le tracteur tomba dessus. L'un eut les côtes cassées, la poitrine enfoncée, l'état de l'autre était encore bien plus grave puis-que les médecins s'étaient donné huit jours pour se prononcer…

Le lendemain, comme par miracle, nous fûmes déclarés. Par contre, les patrons licencièrent tous les Ukrainiens…

Un lecteur de Lille



AFP/Bartoli

Lever Haubourdin (Nord)

DIX JOURS DE GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le mercredi 11 octobre, une grève démarrait, chez Lever à Haubourdin, près de Lille, contre les 122 licenciements décrétés par la direction pour tenter d'imposer la réduction des horaires – et des salaires – et aussi contre cette réduction des salaires.

La grève s'est poursuivie toute la semaine suivante en étant largement majoritaire. Sur le total des 600 salariés de l'entreprise, seuls 150 à 200, dont très peu d'ouvriers, refusaient la grève. Et parmi les non-grévistes, certains pensaient même que les grévistes avaient raison… mais qu'ils n'avaient aucune chance de gagner.

Lundi 23 octobre, au matin, le responsable CGT a fait voter… «*la continuation de la lutte par d'autres moyens*»… Mais pendant toute la grève, sauf au démarrage, très peu de discussions, tous ensemble, et aucun vote n'ont eu lieu pour que les grévistes soient entièrement et consciemment responsables de leur lutte.

Cela a permis au dirigeant de la CGT, cadre dans l'entreprise et militant PCF, de tenter des manœuvres démoralisantes, alors que d'autres militants CGT, ouvriers, et eux aussi militants ou proches du PCF, dirigeaient le piquet… et devaient se démarquer de leur responsable!

Cela fait qu'au piquet se sont retrouvés au coude à coude des militants CGT ouvriers et un ouvrier qui avait été quasiment exclu de la CGT et avait dû une section créer FO.

Le négociateur de l'inspection du Travail en avait un peu perdu ses marques car, à Lever, «*c'est la CGT qui veut négocier et FO qui bloque!*»

Pendant toute la grève, le piquet a contrôlé l'entrée jour et nuit, sauf le week-end, et cadenassé les grilles à plusieurs reprises. On a pu assister à l'épisode cocasse de l'escalade du mur par le directeur, un cadre et un délégué CFDT, alors qu'une porte à commande électrique restait libre tout à côté… mais ils ne connaissent pas suffisamment leur entreprise.

Une délégation d'une douzaine d'ouvriers est allée rencontrer la trentaine de travailleurs d'une entreprise qui sous-traite une partie du conditionnement de la poudre à lessive. L'accueil fut sympathique, mais cela n'a pas donné suffisamment d'enthousiasme pour visiter ainsi d'autres entreprises plus importantes des environs.

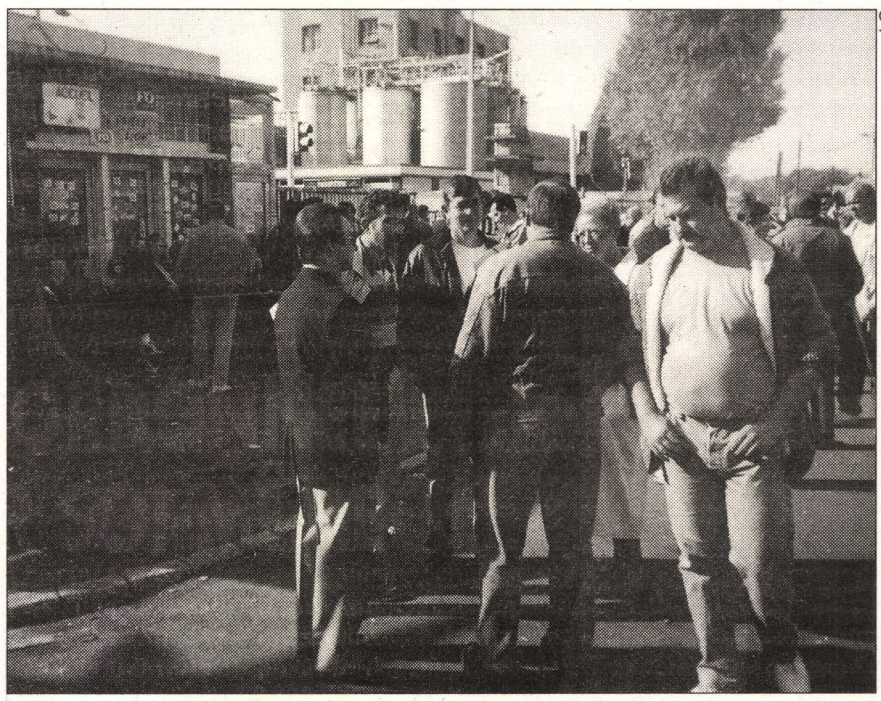
Il devenait évident, au fur et à mesure des rencontres avec la direction, qu'elle n'envisageait pas de céder. Et la direction départementale du Travail pesait bien sûr dans le même sens.

Finalement, durant le week-end, le responsable CGT donna son accord à un protocole levant les menaces de licenciement au moment où la direction présenterait son projet de réduction des horaires à 32 heures hebdomadaires sur l'année (payées d'abord 92%, puis 90% la deuxième année), lors de la réunion du Comité d'Établissement mardi 24. Un référendum serait ensuite organisé et, si la majorité des travailleurs acceptaient, le projet de la direction serait imposé à tous.

C'est dire qu'on en revient quasiment à la situation d'il y a un mois. La seule concession vient de la direction départementale du Travail et de l'Emploi, qui accepte 18 FNE dérogatoires (en dessous de la limite d'âge), ce qui porte à 104 le nombre de départs par ce biais. Ce sont les impôts de l'État qui vont permettre au trust Lever d'augmenter encore ses bénéfices plantureux.

Cette grève a permis à beaucoup d'ouvriers de mesurer l'attitude de la direction de Lever et celle des responsables syndicaux. Il faudra voir maintenant si cette grève, qui n'a pas abouti à faire reculer la direction sur les baisses de salaires, a pu resserrer les rangs ouvriers pour les luttes à venir.

Correspondant LO



07

OCP

DISTRIBUER DES MÉDICAMENTS POUR SOIGNER SES PROFITS

Avec 42% du marché, l'OCP (Office Central Pharmaceutique) est la première entreprise en France de distribution des médicaments aux pharmacies, et dégage depuis des années de confortables bénéfices (plus de 18 millions en 1994). Cela n'empêche pas les plans de restructuration de se succéder.

Récemment, les centres de Moulins, Montluçon et Roanne ont été fermés, et leurs activités regroupées sur Nevers. Aux travailleurs, on a proposé soit le licenciement sec, soit la mutation.

Les travailleurs qui ont accepté cette mutation se sont vu accueillir avec force sourires par le directeur local, qui leur a même payé le restaurant le premier jour… avec l'argent de l'entreprise, bien entendu. Mais, dès le lendemain, la chanson avait changé.

S'il y a bien moins de travailleurs qu'avant, la quantité de travail, elle, est restée la même. Résultat, des cadences infernales, et chacun est obligé de tenir plusieurs postes à la fois. Par exemple, il n'y a plus à Nevers de préparateur de commandes. Alors, en plus de son travail normal, tout le monde s'y met, jusqu'à la standardiste. Il faut confectionner les cartons à toute allure, et pas question de faire d'erreur. Du coup, par crainte des licenciements, plusieurs travailleurs prennent sur eux de faire des heures supplémentaires, non payées bien sûr.

François Demarge/Gamma

Les délais imposés aux chauffeurs livreurs sont tellement serrés qu'ils les obligent à pulvériser les limitations de vitesse et à faire du 140 km/h en camionnette sur des départementales, et ce, par tous les temps. Pas fou, le directeur refuse de donner les plannings des tournées par écrit. Récemment, un stagiaire payé par l'AFPA a eu comme tâche de monter dans les camions pour chronométrer les tournées pendant plusieurs semaines. Et voilà comment l'Etat fournit un mouchard gratuit au patron.

Les travailleurs mutés des autres centres font de 60 à 100 km deux fois par jour pour venir au travail. L'indemnité de transport pour un Moulinois est de 356F par mois, soit 13 centimes du kilomètre! Et la prime de panier est à l'avenant : 26,25F par jour.

Si les actionnaires de l'OCP peuvent se dorer la pilule, celle-ci est, pour les travailleurs, de plus en plus dure à avaler.

Stains (Seine-Saint-Denis)

COLÈRE AU LYCÉE

Le rectorat de Créteil a vite compris qu'il avait fait une erreur, mais il a fallu, jeudi 19 octobre, que nous venions à plusieurs centaines crier notre colère sous les fenêtres du recteur. Ce monsieur n'avait rien trouvé de mieux que de confirmer le licenciement d'une collègue pour « *obésité majeure* », sur la base de l'« *expertise* » d'un prétendu médecin, sans doute atteint de crapulerie majeure !

Notre collègue travaillait depuis cinq ans dans l'Education nationale comme agent de service et était stagiaire l'année dernière. C'est à la fin de son stage que l'avis du médecin a été défavorable; le rectorat a envoyé la lettre de licenciement le 29 septembre pour signifier à notre collègue qu'elle ne faisait plus partie du personnel à partir du 1er octobre.

Au lycée Maurice-Utrillo (à Stains, en Seine-Saint-Denis), ce licenciement a révolté tout le monde et c'est tout le lycée – profs, personnel de service, personnel administratif et élèves – qui a décidé de faire grève pour la réintégration de notre collègue.

Le jeudi 19 octobre, nous avons donc débarqué devant le rectorat aux cris de « *Marti serre les fesses, on arrive à toute vitesse* » car le recteur, sans doute trop occupé, n'a pas daigné nous recevoir personnellement, mais nous a envoyé son adjoint. Une délégation, composée de représentants du SNES, du SGEN, de FO-CGT, des élèves et de leurs parents, a été reçue pendant une heure. Pendant l'attente nous avons continué à mettre de l'ambiance et la pétition contre ce licenciement a recueilli spontanément 170 signatures du personnel du rectorat.

Résultat : le rectorat accepte la titularisation de notre collègue et sa réintégration dans l'établissement sans préjudice financier, à la condition que la contre-expertise soit favorable. Rendez-vous était donc pris pour le mardi suivant, afin de rester mobilisé au cas où le rectorat ressortirait une nouvelle arnaque. La solidarité est là.

Lycée professionnel Thomas-Edison (Échirolles – Gironde)

ERREUR ADMINISTRATIVE

Classes sans professeur, un mois après la rentrée

Il y a deux semaines, un maître auxiliaire en productique mécanique, nommé à la rentrée, au lycée professionnel Thomas-Edison d'Échirolles, apprenait que son contrat se terminait, alors qu'il pensait être nommé dans l'établissement pour l'année.

Le rectorat lui avait proposé ce poste par téléphone, comme cela se fait habituellement, en lui précisant qu'il s'agissait bien d'un poste à l'année. En fait, l'administration, suite à une erreur dans un fichier, avait nommé deux maîtres auxiliaires sur ce poste. Le nombre d'heures à assurer dans le lycée était tel que chacun des deux MA s'était vu attribuer à la rentrée un emploi du temps à temps complet… avec mêmes des heures supplémentaires !

Lorsque, après avoir travaillé tout le mois de septembre, notre collègue a demandé à signer son contrat, le rectorat, découvrant son erreur, ne le lui a établi que pour la durée pendant laquelle il avait travaillé. Plutôt que de débloquer des crédits pour permettre à cet enseignant de terminer son année scolaire, le rectorat l'a donc « remercié » et ses élèves se retrouvent actuellement sans professeur.

Il voudrait que le proviseur chamboule tous les emplois du temps, supprime des dédoublements et fasse pression sur les enseignants pour qu'ils acceptent des heures supplémentaires… en plus de celles qu'ils ont déjà été contraints d'accepter à la rentrée !

Chacun a été indigné par cette mesure qui touche notre collègue, qui se retrouve à la rue du jour au lendemain, et sans espoir de retrouver un poste à l'année car à cette époque, ils sont tous pourvus.

Réunis pratiquement au complet le lundi soir après les cours, nous avons signé collectivement une lettre demandant sa réintégration qui a été portée en manifestation au rectorat le mercredi suivant. Les parents d'élèves ont été avertis, ainsi que les médias qui ont fait connaître notre mouvement localement.

Un préavis de grève était déposé pour mardi 24 octobre et nous étions bien déterminés à obliger le rectorat à débloquer la situation.

Bata-Moussey (Moselle)

Il n'y avait pas injure dans les tracts… mais il y en a une dans nos payes

Le tribunal de Nancy a rendu son jugement dans le procès que la direction avait intenté pour « *injures publiques* » contre le responsable de publication du bulletin *Lutte Ouvrière Bata* (*LO* n° 1422). Il a estimé qu'il n'y avait pas injures dans l'écrit mis en cause par la direction, même s'il n'a pas prononcé – comme le demandait l'avocat de notre camarade – d'amende contre Bata, pour procédure abusive, ni de dommages et intérêts.

La direction de Bata se fait donc remballer une deuxième fois par les tribunaux. La première fois, il y a plus d'un an, pour une plainte en diffamation, et cette fois pour injures publiques. C'était, il faut le dire, une bien mauvaise semaine pour la direction de Bata : l'un de ses membres, le chef du personnel, s'est fait séquestrer, dans une usine Myris à Limoux dans l'Aude (la société Myris a été rachetée par le groupe Bata) par les salariés qui craignent pour leur emploi et leur salaire. Des salaires qui seraient alignés sur ceux de Bata en Moselle : le SMIC, moins la mutuelle et les cars de ramassage qu'il faut payer.

Moins de 4 500 F net par mois sans treizième mois, ni prime de vacances, et même au bout de 20 ans de présence, pour un travail dur. Des payes comme cela, n'est-ce pas une injure ?

Correspondant LO

Grenoble

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DANS LA RUE

Avec les restrictions budgétaires dans le domaine de la Santé et de l'Action sociale, gouvernements et patrons s'en prennent directement aux conditions de travail.

Depuis quelques années, ils tentent de supprimer, secteur par secteur, les congés trimestriels conventionnels ou acquis par les personnels du service éducatif. Ces six jours de congés supplémentaires par trimestre sont des repos compensateurs liés à la pénibilité du travail.

Pour l'instant, ils sont remis en cause de manière discriminatoire pour les éducateurs du secteur adulte, sous prétexte, entre autres, qu'ils ne sont pas inscrits dans la convention collective pour cette catégorie d'employés.

Dans un certain nombre de départements, les employeurs appliquent déjà cette politique. Ainsi à l'AFIPAEIM (Association d'hébergement pour les personnes handicapées mentales), un des établissements les plus importants de l'Isère qui compte environ 2 000 salariés, une partie du personnel travaillant auprès des adultes ne bénéficie plus depuis cette année des 18 jours de congés annuels auxquels ils avaient droit jusqu'à présent.

Nous savons bien que la volonté des employeurs à plus ou moins long terme est d'étendre ces suppressions à tous les secteurs confondus, que l'on soit éducateur, agent de service ou d'entretien, secrétaire, etc. Bien entendu, dans cette perspective, le secteur enfance/adolescence n'est pas à l'abri d'une telle remise en cause.

Nous nous sommes donc retrouvés en grève tous ensemble le vendredi 20 octobre. Une manifestation a eu lieu à Lyon l'après-midi, qui a regroupé un millier de personnes. Elle a été l'occasion pour les travailleurs des différents centres de la région de discuter entre eux et de montrer qu'ils sont solidaires face aux attaques de leurs employeurs.

Les Javanais de Jean Malaquais

Les éditions Phébus viennent de rééditer le roman de Jean Malaquais, *Les Javanais*, qui reçut le prix Renaudot de 1939 et surtout les éloges de Léon Trotsky. Il est heureux, même si le préfacier de cette réédition ne fait pas la différence entre le communisme authentique de Trotsky et le stalinisme, que l'on puisse ainsi de nouveau lire ce livre.

L'auteur, un Juif émigré de Pologne, né en 1908, de son vrai nom Malacki, en avait envoyé un exemplaire à Trotsky, qui avait été enthousiasmé par ce roman et avait remarqué l'esprit indépendant de son auteur.

Le 7 août 1939, un an avant son assassinat, Trotsky rédigeait un long article destiné à la presse américaine, titré «*Un nouveau grand écrivain : Jean Malaquais*», dont nous publions des extraits ci-après. Il n'y a rien à y ajouter.

«(…) L'auteur est dans tous les domaines indépendant ; c'est ce qui fait sa force, force particulièrement précieuse à notre époque, où la dépendance littéraire sous tous ses aspects est devenue la règle. (…) L'auteur est jeune et aime passionnément la vie. (…) Aimer la vie les yeux ouverts, sans faire taire sa critique, sans illusion, sans l'enjoliver, l'aimer telle qu'elle est, pour ce qu'il y a en elle, et plus encore pour ce qu'elle peut devenir, c'est d'une certaine manière un exploit. Donner une expression artistique à cet amour de la vie, quand on peint la couche sociale la plus basse – c'est un grand mérite artistique.

Dans le sud de la France, deux cents hommes extraient du plomb et de l'argent d'une mine vétuste ; son propriétaire, un Anglais, ne veut rien dépenser pour en renouveler l'équipement. Dans la région, il y a un certain nombre d'étrangers chassés de leur pays, sans visa, sans papiers, mal vus par la police. Ils ne sont nullement exigeants en ce qui concerne le gîte et les conditions de sécurité, et ils sont prêts à travailler pour n'importe quel salaire. La mine avec sa population de parias forme un petit monde fermé, comme l'île à laquelle s'est attaché le nom de Java, très certainement choisie parce que, par «javanais», les Français désignent ce qui est incompréhensible et exotique.

Presque toutes les nationalités de l'Europe, et pas seulement de l'Europe, sont représentées à «Java». Des Russes blancs, des Polonais, des Italiens, des Espagnols, des Grecs, des Tchèques, des Slovaques, des Allemands, des Autrichiens, des Arabes, un Finlandais… Parmi tous ces métèques il n'y a qu'un Français, pitoyable malchanceux qui brandit le drapeau de la Troisième République. (…)

Des dizaines de Javanais passent devant nous ; sur chacun demeure un reflet de sa patrie perdue, chacun possède une personnalité convaincante et tient debout sans l'aide de l'auteur, du moins sans son aide visible. (…) Rescapés de familles brisées, chercheurs d'aventures, participants occasionnels de révolutions ou de contre-révolutions, débris de mouvements nationaux et de catastrophes nationales, exilés de toutes sortes, rêveurs et voleurs, lâches et demi-héros, déracinés, enfants prodigues de notre époque, telle est la population de «Java».

(…) On peut penser que l'auteur a choisi à dessein une «île» isolée, pour représenter plus précisément les caractères et les passions humaines, qui ne jouent pas un rôle moins important ici que dans n'importe quelle autre couche de la société. Les gens aiment, haïssent, pleurent, se souviennent, grincent des dents. (…) Les Javanais voient le monde d'en bas : précipités dans les bas-fonds de la société, ils sont obligés de se coucher sur le dos au fond de la mine, pour abattre ou creuser la pierre au-dessus d'eux. C'est une perspective particulière. (…)

Bien qu'il possède une dimension sociale, le roman n'a en aucun cas un caractère tendancieux. Il ne veut rien prouver, ne fait de la propagande pour rien, contrairement à tant d'œuvres de notre époque, qui, en trop grand nombre, se soumettent aux ordres, même dans le domaine de l'art. Le roman de Malaquais est « seulement » une œuvre artistique. Et en même temps, nous sentons à chaque pas les convulsions de notre époque, la plus grandiose et la plus monstrueuse, la plus cruciale et la plus despotique, qu'ait connue jusqu'ici l'histoire humaine. L'union d'un lyrisme personnel réfractaire et d'une poésie épique violente, celle-là même de son temps, fait peut-être le charme principal de cette œuvre. (…)

Mais tout a une fin. (…) Le gendarme Carboni reçoit une circulaire sur la nécessité de contrôler sévèrement les étrangers. (…) «*Nous sommes en France, monsieur le directeur, et nous devons nous conformer aux lois françaises*». Le directeur est obligé de télégraphier à Londres. La réponse est : fermer la mine. L'existence de «Java» s'arrête. Les Javanais se dispersent, pour se cacher dans d'autres fissures.

Le ton guindé est étranger à Malaquais ; il n'évite ni les mots forts, ni les scènes âpres. (…) Mais quelle différence entre Malaquais et un autre écrivain français, qui se rendit célèbre il y a quelques années par un livre d'une crudité exceptionnelle ! Je parle de Céline. Personne avant lui n'avait parlé des besoins et des fonctions du misérable corps humain avec une telle insistance physiologique. Mais la main de Céline est guidée par une rancune aigrie, qui vise à rabaisser l'homme. (…) Malaquais n'a pas peur de ce qui est vil et vulgaire dans notre nature, car, malgré cela, l'homme est capable de création, d'élan, d'héroïsme – il n'y a là rien de stérile. Comme tous les véritables optimistes, Malaquais aime l'homme pour les possibilités qui existent en lui. (…)

(…) De grands événements ont apporté avec eux une vaste expérience, en général l'expérience amère des défaites et des désenchantements. Les va-nu-pieds de Malaquais sont le produit d'une civilisation mûre. Ils regardent le monde avec des yeux moins étonnés, plus expérimentés. Ils n'appartiennent pas à une nation, ils sont cosmopolites. (…) Les Javanais ne connaissent pas les frontières des États : ils se trouvent pareillement chez eux et pareillement étrangers dans les mines d'Alger, dans les forêts du Canada ou dans les plantations de café du Brésil. (…)

Malaquais est un authentique écrivain français ; il possède la technique française du roman, la plus haute du monde, sans parler de la perfection de la langue. Mais (…) dans la manière qu'a l'auteur d'aborder non seulement la France, mais la vie en général, on sent le «Javanais» qui a su s'élever au-dessus de «Java». Ce pouvoir n'est pas donné aux Français. Malgré tous les soubresauts du dernier quart de siècle, ils sont trop attachés à leur mode d'existence, trop constants dans leurs habitudes, leurs traditions, pour voir le monde avec les yeux d'un vagabond. (…) Le passeport de Malaquais, semble-t-il, n'est pas, encore aujourd'hui, parfaitement en règle. Mais la littérature lui a déjà conféré tous les droits de la citoyenneté.»

Léon TROTSKY

(On peut lire le texte intégral de cet article dans les *Œuvres* de Trotsky, tome 21, Éditions de l'Institut Léon-Trotsky.)

Les Javanais, *de Jean Malaquais. Éditions Phébus, 238 pages, 129 F.*

Déchets nucléaires dans les mers

LES PLUS VASTES POUBELLES DE LA PLANÈTE

La révélation du fait que les autorités britanniques ont déversé, pendant des décennies, des déchets nucléaires dans la Manche, à proximité des côtes du Cotentin, a provoqué une émotion considérable parmi les habitants de la région et dans la presse nationale. Voilà donc que les Normands ont été traités comme le sont aujourd'hui les Polynésiens, chez qui le gouvernement français fait ses essais nucléaires!

La Grande-Bretagne a en effet utilisé ses «eaux territoriales», près de l'île anglo-normande d'Aurigny, tout comme la France prétend utiliser les «siennes», à Mururoa.

La révélation de ces rejets n'en était une que pour les populations concernées, pour les pêcheurs en particulier, qui n'étaient pas au courant. Car les spécialistes, à ce qu'il paraît, savaient depuis longtemps qu'on versait là des déchets nucléaires, et pas qu'un peu, puisqu'il s'agit de 17000 tonnes en tout, immergées entre 1950 et 1963. Ce serait en principe des déchets faiblement radioactifs, mais qui peut vérifier?

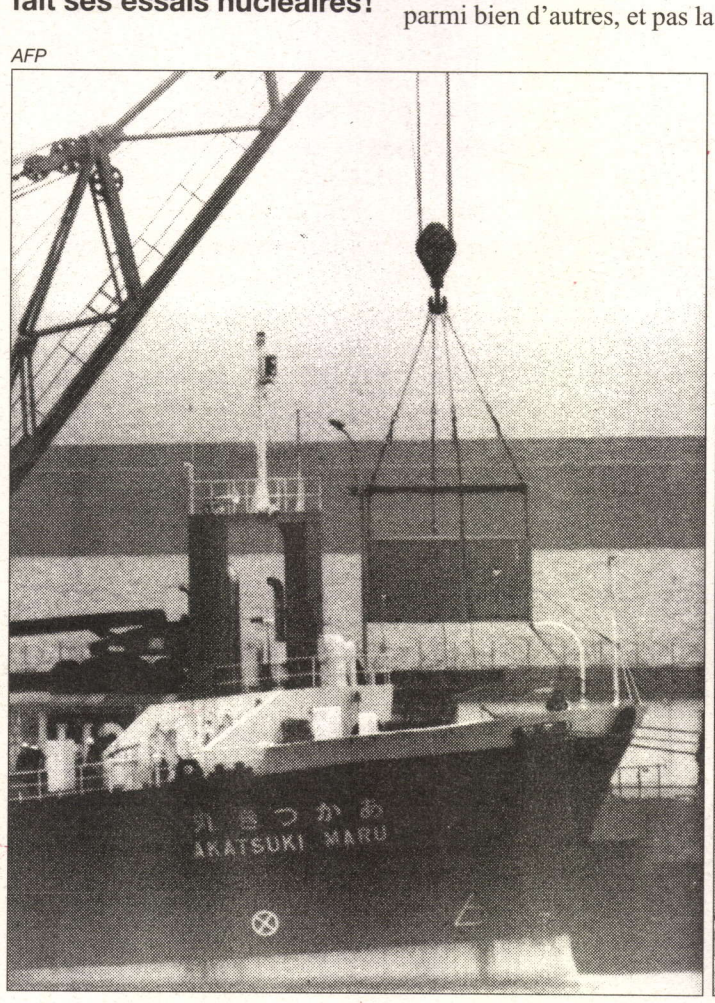
A cette occasion on a appris que cette poubelle des îles anglo-normandes n'en était qu'une parmi bien d'autres, et pas la plus vaste; rien que dans l'Atlantique, 150000 tonnes de déchets nucléaires auraient été coulées, jusqu'en 1982, en provenance de différents pays d'Europe, Grande-Bretagne, France, Belgique, Suisse, Italie, Pays-Bas, Allemagne. A quoi il faut ajouter les rejets considérables des Américains dans le Pacifique et des Russes en mer Blanche.

Dès que la production de résidus nucléaires est apparue, à partir de 1945, les scientifiques et les militaires ont cherché à s'en débarrasser, et ont tout de suite pensé aux mers et océans, qui absorbent la chaleur, diluent les pollutions éventuelles, et dissimulent les matières dangereuses aux yeux du monde. Ce n'était paraît-il pas dangereux. Mais ça l'a été cependant jugé suffisamment pour qu'une convention internationale interdise de tels rejets, excepté... ceux qui sont tolérés (comme, par exemple, dans le cas de la centrale atomique britannique de Selafield en mer d'Irlande, entre Grande-Bretagne et Irlande).

Le problème, c'est que les déchets immergés, en principe coulés dans du ciment ou du bitume, lesquels sont placés dans des fûts isolants, ne sont pas vraiment à l'abri, surtout au bout de quelques dizaines d'années. Les fûts peuvent s'ouvrir. Et comment surveiller des milliers de tonnes de fûts éparpillés, dont certains se trouvent dans une fosse de 4400 mètres de profondeur dans l'Atlantique?

Et il n'y a pas que des déchets faiblement radioactifs, il y en a qui le sont moyennement, c'est-à-dire qui restent dangereux après des années. Et il y en a aussi, très pro-

AFP



Transport de plutonium par bateau dans le port de Cherbourg, et transport de déchets par camion (en 1979). On essaie de «retraiter» aujourd'hui ce qu'on jetait à la mer il y a quelques années.

AFP

bablement, qui le sont beaucoup, c'est-à-dire qui feront encore courir des risques dans quelques siècles. C'est pour toutes ces raisons que les rejets en mer sont aujourd'hui interdits. Mais, si l'on maîtrise mieux qu'il y a trente ou quarante ans le traitement des résidus nucléaires, on ne sait toujours pas vraiment qu'en faire, et on les stocke maintenant sur terre, ou sous terre, voire dans le sous-sol mais sous la mer, selon les pays...

Ce n'est sans doute pas une solution satisfaisante (si elle existe!) mais au moins on peut surveiller les produits dangereux.

Depuis une douzaine d'années donc, il n'y aurait, en principe, et sauf exception, plus de rejets de ce type en mer. Mais même si c'est vrai, la planète va tout de même vivre avec la menace constante d'une pollution due aux immersions passées. Avec le temps, les radiations diminuent certes, mais les fûts, eux, se détériorent...

Et puis il ne faudrait pas conclure de l'arrêt de ces rejets nucléaires en mer, que dorénavant les mers et océans seront propres, car les mêmes autorités gouvernementales, qui ont pratiqué de la sorte il y a quelques années, laissent s'accomplir d'innombrables pollutions aujourd'hui, comme par exemple le «dégazage» des tankers en mer, qui couvrent celle-ci de résidus pétroliers.

Radiations dans le fond des mers, hydrocarbures en surface, et «déchirure» de la couche d'ozone au-dessus de nos têtes, quel bel avenir les irresponsables gouvernementaux et capitalistes préparent pour les générations futures...

André VICTOR

Chirac sur la chaîne de télé CNN

IL NE MANQUE PAS DE SOUFFLE... NUCLÉAIRE!

A l'occasion de son passage aux Etats-Unis pour le cinquantenaire de l'ONU, Chirac n'a pas pu résister à s'offrir un bon coup de pub, en se faisant interviewer dans le cadre de l'une des émissions paraît-il les plus prestigieuses outre-Atlantique, *Larry King Live,* sur la chaîne câblée CNN.

A cette occasion, les commentateurs se sont dûment ébaubis du fait que Chirac se soit exprimé, tant bien que mal quand même, en anglais – preuve que les serviles laudateurs du grand homme ne le croyaient même pas capable d'égaler dans ce domaine tant de jeunes d'aujourd'hui qui, eux, n'ont pourtant jamais fait l'ENA. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches...

Quoi qu'il en soit, Chirac a tenu à profiter de cette émission pour clarifier sa politique dans le domaine nucléaire. Sans doute a-t-il voulu ainsi à la fois soigner son image de marque d'homme à poigne, calmer le jeu des critiques à l'égard des essais nucléaires français et faire une concession aux remontrances amicales de Clinton. On a donc pu entendre Chirac d'abord claironner qu'*«on ne lui ferait jamais changer de politique sous la pression»*, pour annoncer ensuite que, quand même, tout bien pesé, l'armée française... s'en tiendrait à un total de six essais au lieu des huit prévus initialement.

Le tout pratiquement dans le même souffle... Il est vrai qu'avec la bombinette il n'en manque sûrement pas!

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995